

Région de Bruxelles-Capitale

Brussels Hoofdstedelijk Gewest

\* \* \* \*

Arrondissement Administratif de Bruxelles-Capitale

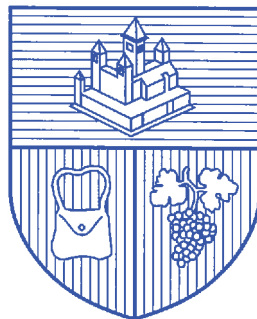
Administratief Arrondissement Brussel-Hoofdstad

**Commune de SAINT-JOSSE-TEN-NOODE**

Adresse : av. de l'Astronomie, 13 - 1210 Bruxelles

**Gemeente van SINT-JOOST-TEN-NODE**

Adres : Sterrenkundelaan, 13 - 1210 Brussel



SAINT-JOSSE  
SINT-JOOST

**Budget pour l'exercice 2019**  
**Begroting voor het dienstjaar 2019**

**NOTE DE SYNTHÈSE**  
**SYNTHESENOTA**

Collège / College : 20/08/2019

Conseil / Raad : 28/08/2019

Responsable du service des Finances :

Verantwoordelijke van de dienst Financiën : A. GHARBI

Tél./Tel. : 02/ 220.27.91

Traduction :

Vertaling : C. DE COSTER

# SYNTHESE DU PROJET DE BUDGET POUR 2019

## (rapport art. 96 NLC)

### PRÉAMBULE

Le projet de budget pour l'exercice 2019 a été établi conformément à la circulaire ministérielle de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2018 relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2019 et à son complément de circulaire par le courriel régional du 09 août 2018.

Afin de répondre à la directive européenne 2011/85 et à l'article 242 bis de la Nouvelle Loi Communale, le projet de budget pour l'exercice 2019 comprend également le plan triennal 2019-2020-2021, composé par une note d'orientation (axes politiques fondamentaux) et par un plan de gestion qui traduit budgétairement la note d'orientation, sous forme d'estimations et de perspectives.


Comme repris dans l'avis du 04 mars 2019 de la commission visée à l'article 12 de l'Arrêté Royal du 02 août 1990 portant le règlement général de la nouvelle comptabilité communale se trouvant dans les annexes du présent budget, le budget 2019 tient également compte de l'ordonnance régionale du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale.

Pour rappel, le budget ordinaire se compose d'un budget fonctionnel et d'un budget économique.

Le budget fonctionnel propose une présentation plutôt axée sur les fonctions du budget (administration, enseignement primaire et maternel, aide sociale, logement, etc.).

Le budget économique propose quant à lui une présentation uniquement axée sur la nature économique des recettes et dépenses, donc sans une distinction fonctionnelle. Ainsi lorsque vous consultez le code 111/01 "traitements du personnel communal" dans le budget économique, le montant renseigné correspond au montant total de ce type de dépenses à travers toutes les fonctions du budget.

Le budget extraordinaire quant à lui se présente toujours suivant l'ancienne présentation.



## **I. BUDGET ORDINAIRE**

Le projet de budget 2019 se clôture à l'ordinaire par un boni de 99.925,84 € à l'exercice propre et par un boni de 2.974.879,86 € aux exercices cumulés.

Afin de respecter au mieux la circulaire ministérielle de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2018 relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2019 ainsi que les dernières instructions de l'autorité de tutelle régionale en matière de contrôle budgétaire, notamment en référence à son complément de circulaire par son courriel régional du 09 août 2018, les dépenses du budget communal ordinaire 2019 se basent sur les montants réellement engagés aux exercices précédents, par la majeure partie en référence au compte de l'exercice 2018, tout en tenant compte d'une série de restrictions budgétaires, mais aussi des demandes inéluctables et incompressibles des services parvenues au Département des Finances, et ce afin de préserver le bon fonctionnement des activités communales notamment dans son aspect social, en tenant compte de l'évolution de son contexte démographique.

Dans le contexte financier difficile dans lequel les communes évoluent, le Collège s'inscrit dans une démarche de collaboration avec l'autorité de tutelle en respectant les exigences régionales en matière de contrôle des dépenses. Le Collège ne souhaite pas faire peser la rigueur budgétaire sur le contribuable tennodois, mais opte davantage pour la poursuite de ses efforts visant à maîtriser les dépenses et améliorer ses recettes.

Ainsi, le Collège a pris la décision de limiter l'ensemble de ses dépenses pour les adapter à ses besoins réels.

Dans la conjoncture économique actuelle, le projet de budget 2019 tient compte, en matière de recettes, de tous les éléments nouveaux dont la Commune a eu connaissance au cours de l'exercice 2018.

La Commune enregistre par exemple une augmentation des recettes liées à la taxe additionnelle sur le précompte immobilier notamment par la reprise de la tour Astro. dans le calcul de la base imposable au 1er janvier 2018.

Aussi, la Commune enregistre une recette stable par rapport à 2018 liée à la Dotation Générale aux Communes, regroupée en une seule enveloppe annuelle depuis l'exercice 2018 par rapport aux exercices précédents, conformément aux directives de l'Autorité de Tutelle.

Comme pour le budget 2018, nous devons aussi tenir compte de la forte diminution des recettes de dettes, vu que le dividende Interfin était unique à l'exercice 2017.

La Commune enregistre aussi des recettes supplémentaires importantes liées à la prise en compte des nouvelles réglementations en matière de la taxe sur les surfaces de bureaux ou de la taxe sur l'occupation du domaine public à partir du 1er janvier 2019.

Le Collège n'envisage pas de supprimer des services à la population, mais demandera à tous les services et partenaires de s'imposer une discipline budgétaire stricte. La tutelle régionale imposant cette rigueur budgétaire.

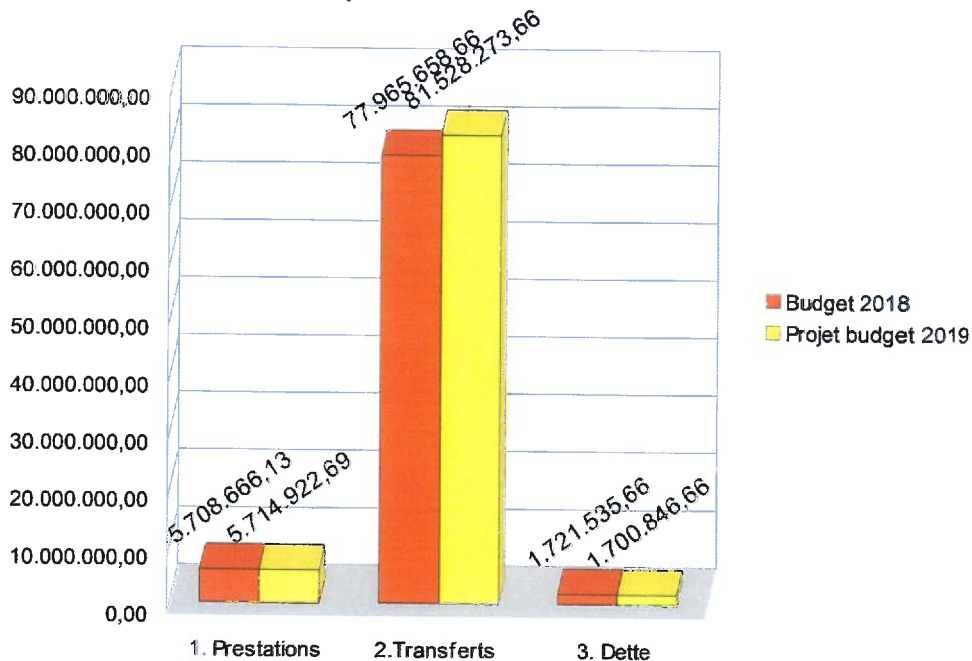
Enfin, le Collège s'évertuera à maîtriser les dépenses en effectuant des contrôles budgétaires réguliers, en gérant de manière efficace le patrimoine communal notamment en menant une politique de rationalisation des biens communaux et en diminuant la facture énergétique des bâtiments communaux.

Ci-dessous vous trouverez l'état des grandes subdivisions du budget 2019 par rapport au budget de l'exercice 2018 (la numérotation des titres correspond aux paragraphes explicatifs qui suivent ces tableaux).

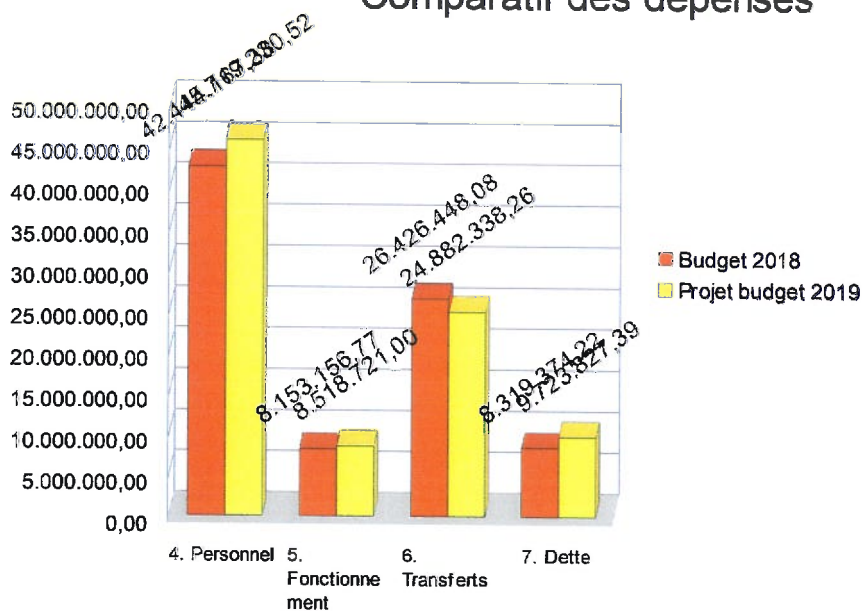
|                   | Budget 2018   | Projet budget 2019 | Différence    |
|-------------------|---------------|--------------------|---------------|
| <b>Recettes</b>   |               |                    |               |
| 1. Prestations    | 5.708.666,13  | 5.714.922,69       | 6.256,56      |
| 2. Transferts     | 77.965.658,66 | 81.528.273,66      | 3.562.615,00  |
| 3. Dette          | 1.721.535,66  | 1.700.846,66       | -20.689,00    |
| Total             | 85.395.860,45 | 88.944.043,01      | 3.548.182,56  |
| <b>Dépenses</b>   |               |                    |               |
| 4. Personnel      | 42.444.167,38 | 45.719.230,52      | 3.275.063,14  |
| 5. Fonctionnement | 8.153.156,77  | 8.518.721,00       | 365.564,23    |
| 6. Transferts     | 26.426.448,08 | 24.882.338,26      | -1.544.109,82 |
| 7. Dette          | 8.319.374,22  | 9.723.827,39       | 1.404.453,17  |
| Total             | 85.343.146,45 | 88.844.117,17      | 3.500.970,72  |
| Solde ex. propre  | 52.714,00     | 99.925,84          | 47.211,84     |
| Ex. antérieurs    | 5.270.458,24  | 2.874.954,02       |               |
| Prélèvements      | 0,00          | 0,00               |               |
| Résultats cumulés | 5.323.172,24  | 2.974.879,86       |               |

Veillez également trouver ci-dessous ces tableaux sous leurs formes de graphiques.

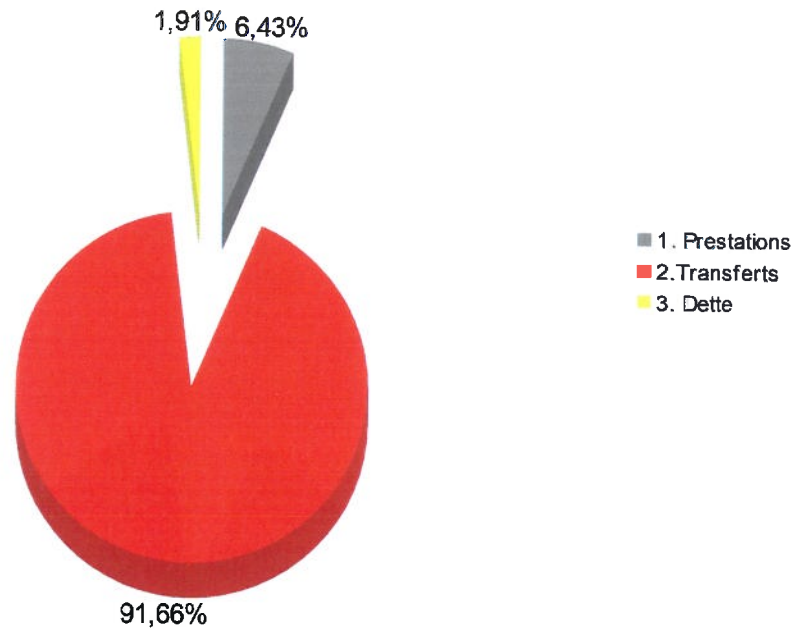
### Comparatif des recettes



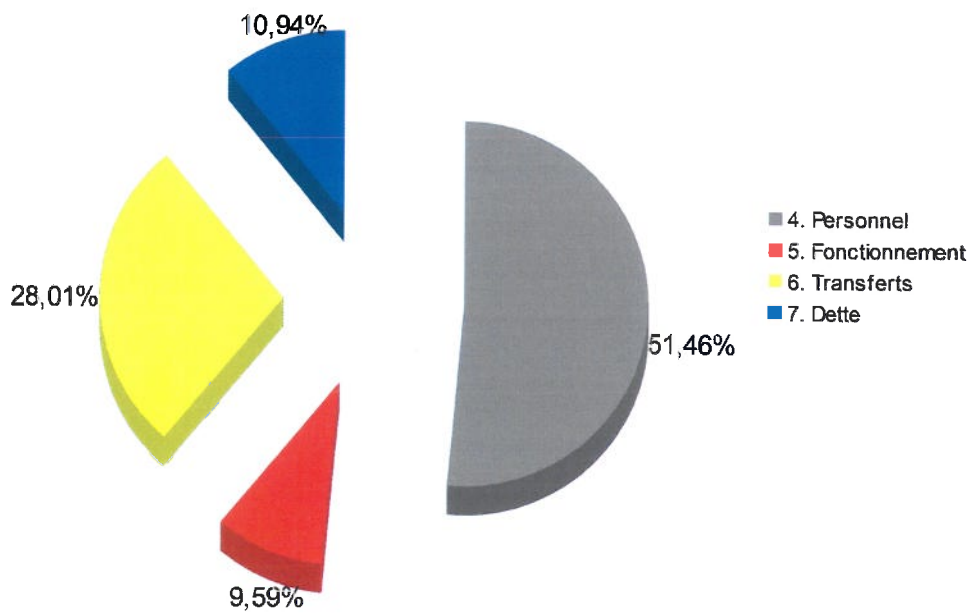
### Comparatif des dépenses



### Pourcentages des recettes 2019



### Pourcentages des dépenses 2019



## RECETTES

### 1. Prestations

montant : 5.714.922,69 € soit 6,43 % du total des recettes ordinaires

Ce chapitre présente, par rapport au budget de l'exercice 2018, une augmentation de + 6.256,56 €, soit une évolution de + 0,11 %.

La circulaire relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2019 nous invite à adapter les tarifs de manière régulière, aussi bien pour les prestations administratives que pour les loyers à indexer.

L'important travail technique fourni lors de l'élaboration du budget de l'exercice 2018 avait déjà permis une budgétisation tenant compte des matières et des dossiers en cours en fonction des paramètres actuels.

Dans cet esprit de continuité, le budget 2019 reprend globalement des recettes de prestations similaires, afin d'espérer obtenir des droits constatés se rapprochant le plus de la réalité et atteindre ainsi le niveau des comptes 2017 et 2018.

Par exemple, les prévisions de recettes relatives aux différents Parkings, ou encore aux logements et autres récupérations en matière de précompte immobilier, correspondent aux droits constatés lors des exercices précédents ou aux droits à constater lors de l'exercice budgétisé en fonction des éléments connus pour chaque dossier.

Un autre travail budgétaire important consiste à supprimer les cagnottes prévues durant l'exercice précédent dans le cadre de récupérations de notes de crédits ou indemnités diverses, afin que le budget communal de l'exercice 2019 traduise de la manière la plus précise possible la réalité des dossiers existants sur un seul et unique exercice comptable.

Citons les diminutions des recettes uniques à l'exercice 2017 comme, par exemple, le montant de 27.044,00 €, enregistré dans le cadre de la récupération d'arriérés liés à la copropriété du Chab, ou encore le montant de 25.000,00 €, enregistré dans le cadre de l'évacuation et le nettoyage du bâtiment sis rue de la Limite n°118.

Ce chapitre budgétaire se décompose en plusieurs parties :

- les droits de passages : ces recettes, budgétisées en postes variables pour résulter une augmentation de seulement 930 € par rapport au budget de l'exercice précédent, sont relatives aux prévisions de recettes des redevances en voiries pour le gaz et l'électricité. Les montants nous sont directement communiqués par la société Sibelga vers la fin de l'année précédent le budget concerné (courrier 08/08/2018).

- les produits des locations : ces recettes, essentiellement basées sur les recettes de locations de biens immobiliers, sont globalement maintenues aux mêmes taux par rapport à la dernière situation budgétaire de l'exercice précédent, qui étaient déjà calculées sur base de l'application du taux minimal de l'inflation (2,10 %). Signalons aussi la budgétisation des nouveaux logements depuis l'année 2016, qui nous permettent de budgétiser les recettes des locations immobilières relatives aux logements à plus de 2.000.000,00 €, tout en tenant compte des recettes enregistrées durant l'année comptable 2017 et 2018. Enfin, concernant les recettes escomptées pour les parkings, nous maintenons le montant de 55.000 € de recettes qui trouve sa cagnotte équivalente en dépense de fonctionnement afin de tenir compte de la copropriété au Chab. Dès 2019, une recette supplémentaire de 5.400 € est enregistrée dans le cadre du loyer pour le parking AG sis rue Linné 35
  
- les autres recettes de prestation : ce chapitre traduit un ensemble de régularisations et d'adaptations de crédits en fonction des dossiers en cours à travers l'ensemble du budget communal 2019.  
Notons qu'une grosse partie de ces recettes provient essentiellement des produits de prestations directes liées aux fonctions y relatives, autres qu'immobilières, comme les recettes pour les centres d'accueil de jour (crèches), les recettes liées aux copropriétés, ainsi que les différents décomptes de récupérations de consommations énergétiques (logements, patrimoines privés, etc...)  
Notons l'enregistrement de recettes de prestations liées à l'ouverture des Bains de Saint-Josse pour une moitié d'année, estimées à 100.000 €.  
Nous pouvons également prendre en compte les recettes en augmentation liées à l'enregistrement des activités de la nouvelle crèche néerlandophone « Madeliefje » qui tourne maintenant en plein régime par rapport à l'estimation de l'année budgétaire 2018, afin de porter l'estimation de ces recettes de prestation à 140.000 € en 2019 contre 100.000 € en 2018.  
En contrepartie, nous devons compter des diminutions de recettes de prestation dans l'enseignement francophone et néerlandophone, notamment par la prise en considération de la gratuité des repas scolaire ou encore des surveillances des élèves dans les écoles.  
Aussi, tout comme pour le budget 2018, le budget 2019 tient compte des décisions des Autorités communales, notamment concernant les gratuités pour les plaines de jeux au stade G. Petre (suppression des recettes y afférentes pour un montant estimé à 48.000,00 €).  
Rappelons aussi que depuis l'exercice 2017, ce chapitre de recette reprend la budgétisation annuelle des montants de dividendes compensatoires de la société Hydrobru. En effet, la circulaire relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2017 nous demandait de ne plus considérer cette recette de 233.000 € comme étant un dividende, mais bien comme une recette de prestation, tant que la société Hydrobru n'est pas dans la capacité de distribuer un dividende aux Communes.



## 2. Transferts

montant : 81.528.273,66 € soit 91,66 % du total des recettes ordinaires

L'augmentation de ce poste de recettes est relativement importante : nous comptabilisons une évolution budgétaire de + 3.562.615,00 € par rapport au budget de l'exercice 2018, soit + 4,57 %.

Pour les différentes dotations, les recettes de transferts de l'exercice 2019 répondent aux instructions de la circulaire régionale du 20 juillet 2018 relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2019 ainsi qu'aux différentes instructions de l'autorité de tutelle régionale par ses courriels du 24 septembre 2018 (DGC) et 25 octobre 2018 (dotation art. 46 bis), et sont prévues en fonction des conventions signées et des promesses confirmées par l'autorité subsidiaire.

À titre d'exemple, concernant les dotations régionales, nous inscrivons le montant prévisionnel en très légère diminution de 3.780,02 € par rapport au budget de l'année 2018 pour la Dotation Générale aux Communes dicté par notre Autorité de Tutelle régionale, et regroupée en une seule enveloppe depuis l'exercice 2017 (dont la dotation sur l'amélioration de la situation budgétaire à prévoir dans le cadre de l'ordonnance du 19 juillet 2007).

Aussi, nous recevons comme instruction de comptabiliser une recette en augmentation de 58.778,81 € par rapport au budget précédant pour la dotation en exécution de l'article 46 bis de la loi du 12 janvier 1989.

Pour ce qui est du Fonds de compensation fiscale (Contributions de l'Autorité supérieure visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bxl-Capitale), nous inscrivons le même montant qu'à la dernière situation budgétaire de 2018, en tenant compte des différents paramétrages et textes de conventions concernant la nouvelle taxe additionnelle sur les hébergements touristiques (voir le paragraphe sur les additionnels communaux relatifs à la « City Tax »).

Les autres dotations relatives aux diverses augmentations barémiques ou contributions de l'autorité supérieure dans les frais de personnel non enseignant sont estimées par rapport aux droits réels constatés lors des exercices précédents (compte de l'exercice 2017 et 2018), mais aussi par rapport à l'évolution du personnel, afin que nos recettes budgétaires de 2019 correspondent le mieux possible à la réalité.

Quant à elles, les recettes relatives aux contributions de l'autorité supérieure dans le cadre de contrats de sécurité et prévention, et dans le cadre de la Politique de la Ville ont été réadaptées en fonction des nouvelles lois et des nouveaux décrets votés. Nous tenons ainsi compte de l'implémentation progressive des recettes PDV (rubrique diminuée en conséquence) pour permettre de transférer la prise en charge des gardiens de la paix sur subside régional, ainsi que de la suppression de la contribution de l'autorité supérieure pour les sommets européens (depuis 2017). Toutes les recettes (et dépenses y afférentes) se basent sur des courriers et justificatifs réels dont la gestion est faite par le département de la prévention. Les évolutions de remboursements éventuels et non-valeurs y relatives seront étudiées plus loin dans la présente note (dans le chapitre des dépenses de transferts).

Concernant les recettes relatives aux Sanctions Administratives Communales (SAC), nous avons effectué un travail comptable pour tenir compte des recettes et droits réellement constatés lors des exercices comptables précédents, toujours pour que notre budget communal puisse le mieux possible traduire la réalité.

Les recettes liées au personnel de l'enseignement subventionné tiennent compte des derniers paramètres connus pour la clé de répartition entre l'enseignement francophone et néerlandophone, aussi bien pour le branche d'enseignement maternelle que primaire, et trouvent leurs contreparties égales en dépenses de personnel.

Pour les recettes relatives aux taxes communales, nous avons budgétisé nos recettes en fonction des directives de la circulaire du 20 juillet 2018 sur l'élaboration du budget communal 2019, ainsi que des dernières instructions de l'autorité de tutelle régionale en matière de contrôle budgétaire, à savoir la prise en compte des recettes qui résultent du compte 2017, réadaptées éventuellement à la suite de changements de taux actés ou prévus pour l'année 2018 et 2019, comme les diminutions des recettes liées aux cartes riverains, les augmentations des recettes liées à la taxe sur les dépôts de marchandises sur la voie publique (nouveau règlement de taxe) en fonction des droits précédemment constatés ou des chantiers à prévoir, ou encore la prise en compte d'une année fiscale complète dans les recettes estimées notamment dans le cadre de la taxe sur la non mise à disposition d'emplacements de parkings en application depuis le 1er juillet 2017 (et estimée sur base des droits constatés des exercices précédents et sur base de l'évolution des dossiers en cours), le nouveau règlement de taxes sur les surfaces de bureaux et les nouveaux taux y afférents, la prise en compte de nouveaux paramètres techniques pour le calcul de la recette du précompte immobilier (voir infra) ou encore le maintien de la prévision de recette dans le cadre de la taxe sur les GSM - Pylônes et la City Tax.

Nos estimations pour le budget communal 2019 sont aussi calculées en fonction de la continuité du travail de régularisation des dossiers favorables (travail plus approfondi de recensement, meilleure gestion depuis centralisation des dossiers aux travaux publics à l'aide du programme OSIRIS depuis l'année 2017, etc...) ou défavorables (dossiers pour lesquels la récupération est spécifique à l'exercice 2017 ou 2018) en cours lors de la dernière situation budgétaire de l'exercice 2018.

Citons par exemple une récupération de 367.741,59 € provenant de la Région dans le cadre du dossier relatif au FRBRTC (acquisition de l'immeuble sis rue Royale 284 durant l'année 2018), qui trouve son montant équilibré en dépense de dette).

Citons aussi la recette unique à l'exercice modifié de 2017 concernant le FIPI, en diminution donc au budget 2018 et 2019 pour un montant de 37.545,00 €, ou encore la recette supprimée relative à un sponsoring dans le cadre d'un dossier datant de plusieurs exercices antérieurs pour 10.000 €.

Les recettes liées aux horodateurs sont estimées à concurrence de 850.000 €, donc en augmentation de 100.000 € par rapport au budget de l'année précédente.

Cet estimatif tient compte du résultat du compte de l'année 2017 de la société chargée de la récupération des redevances automobiles en voirie. Les dépenses résultant de la rétrocession à l'Agence Locale de Stationnement seront étudiées plus loin dans la présente note (chapitre des dépenses de transferts).

Nous comptabilisons aussi des recettes de transferts supplémentaires concernant les subsides à percevoir dans le cadre du fonctionnement à plein régime de la nouvelle crèche sise rue de Liedekerke (en fonction des éléments de dossiers et promesses de subsides en notre possession comme pour la crèche néerlandophone « Madeliefje »).

Les primes à la rénovation pour les logements situés dans le territoire communal sont maintenues au même niveau que pour le budget de l'année 2018 et trouvent donc leurs dépenses augmentées en contrepartie (voir plus loin dans la présente note, le chapitre relatif aux dépenses de transferts).

Enfin, une augmentation importante de ce chapitre de recette se comptabilise en recettes concernant les taxes sur les additionnels communaux. En voici leurs différentes répartitions :

– PRI : taxe additionnelle au précompte immobilier :

Conformément à la circulaire sur l'élaboration du budget 2019 du 20 juillet 2018, laquelle nous demande de tenir compte du revenu cadastral au 1er janvier 2018 hors matériel et outillage dans le calcul de la prévision de l'exercice 2019, indexé à par le coefficient 1,819.

Nous tenons donc compte de cette méthodologie de calcul, qui reprend le montant du revenu cadastral imposable au 1er janvier 2018 hors matériel et outillage, multiplié entre autres, par le coefficient de pondération Z mesurant l'écart entre les prévisions et les droits constatés au cours des 5 dernières années, pour porter l'estimation de cette recette au budget de l'exercice 2019 à 25.904.666,37 €.

Cette prévision importante de l'augmentation des recettes de transferts tient compte de l'additionnel PRI de la tour Astro).

Les recettes relatives à la taxe additionnelle au précompte immobilier étaient estimées à 24.280.831,86 € à la dernière modification budgétaire 2017 (réellement constatées pour 24.454.811,43 €, tout en sachant que les paramètres de la formule de calcul de cette recette

tenaient compte du revenu cadastral imposable au 1er janvier 2016, matériel et outillage compris) et à 25.629.551,61 € pour le budget de l'année 2018.

– IPP : taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques :

La circulaire sur l'élaboration des budgets communaux 2019 du 20 juillet 2018 nous demande de reprendre l'estimation IPP du SPF Finances recalculé selon la méthodologie qui tient compte de la moyenne sur 5 ans et d'un coefficient de pondération.

Nous pouvons donc déjà tenir compte du courrier du SPF Finances daté du 26 octobre 2018 pour nos prévisions budgétaires 2019, dans lequel sont repris les différents détails en matière de fiscalisation et de régularisations éventuelles à opérer sur plusieurs années (avances, Tax Shift et autres), et pour lequel la prévision budgétaire 2019 s'élève à 2.456.129,03 €.

Ce montant est donc en diminution de 41.490,90 € par rapport à la dernière situation budgétaire de l'exercice 2018.

– Taxe additionnelle à la taxe automobile :

La circulaire sur l'élaboration des budgets communaux 2019 du 20 juillet 2018 nous demande de tenir compte des prévisions du SPF Finances (courrier du 21 novembre 2018), à savoir le montant décompté en 2017 multiplié par un index de 1,0482.

– Taxe additionnelle à la taxe sur les hébergements touristiques (dénommée « City Tax ») :

Comme pour le budget de l'exercice 2018, cette recette fait l'objet d'une convention adoptée par le Conseil communal en sa séance du 19 décembre 2016, englobant les différents éléments financiers relatifs à dotation régionale dans le cadre du développement économique des Communes (fonds de compensation fiscale), en contrepartie avec la suppression du règlement de taxe sur les hôtels.

Enfin, tout comme pour les recettes de prestations, le budget 2019 tient compte des nouvelles décisions des Autorités communales pour ses recettes de transferts, notamment en matière d'adaptation des taux et tarifs des documents administratifs depuis 2018 pour la part communale à la population (cartes riverains, etc.).

### 3. Dette

montant : 1.700.846,66 € soit 1,91 % du total des recettes ordinaires

Ce département présente une légère diminution de **- 20.689 €** par rapport au budget de l'exercice 2018, soit une évolution de **- 1,20 %**.

Afin de respecter la circulaire régionale du 20 juillet 2018 relative à l'élaboration du budget communal 2019, les recettes de dettes sont enregistrées conformément aux montants communiqués par les débiteurs de revenus vu que ces montants sont compatibles avec ceux effectivement perçus au cours des exercices précédents.

Les intérêts créditeurs sont aussi estimés sur base d'un échéancier de trésorerie. Ici, la budgétisation est identique à la dernière situation budgétaire de l'exercice précédent, vu l'état de notre trésorerie et vu l'état des taux d'intérêts proposés à court terme.

Comme étudié plus haut dans la présente note, plus précisément dans le chapitre afférent aux recettes de prestations, depuis l'année budgétaire 2017, il nous est demandé de ne plus considérer les recettes de dividendes compensatoires annuels de la société Hydrobru (233.000 €) comme étant un dividende à part entière, mais bien comme une recette de prestation, tant que la société Hydrobru n'est pas dans la capacité de distribuer un dividende aux Communes.

Nous supprimons donc sa budgétisation du chapitre afférent aux recettes de dettes.

Concernant les prévisions de dividendes à percevoir de la société Sibelga pour l'exercice 2019, nous enregistrons une légère augmentation des recettes à concurrence de 4.311 € par rapport au budget de l'exercice 2018 (données communiquées par la société Sibelga, par son courrier daté du 08 août 2018).

Aussi, l'évolution négative principale de ce chapitre de recette est due par la suppression de la recette escomptée dans le cadre de la récupération des recettes auprès du câblodistributeur présent sur notre territoire. Cette recette était anciennement estimée à 25.000 € par an, mais n'est plus à prendre en considération à partir du budget de l'exercice 2019 vu les éléments du dossier en notre possession.

À titre d'information, l'évolution déficitaire de ce chapitre budgétaire par rapport à l'exercice comptable 2017 s'explique grandement par la suppression depuis le budget communal de l'exercice 2018 de l'enregistrement d'une recette exceptionnelle et unique à l'exercice budgétaire de l'année 2017 provenant des dividendes Interfin, à concurrence de 1.371.256,65 €.

## DÉPENSES

### 4. Personnel

montant : 45.719.230,52 € soit 51,46 % du total des dépenses ordinaires

Ce poste du budget présente une augmentation d'un montant de + 3.275.063,14 € par rapport au budget de l'exercice 2018, soit une évolution de + 7,72 %.

Les prévisions de ces dépenses ont été estimées par le département GRH de la manière suivante :

*« La formule pour calculer les prévisions budgétaires selon la circulaire = traitement 07/2018 x 12,42 (salaire annuel + programmation sociale) x 1,013 (impact des augmentations barémiques), soit 1.808.295,31 € x 12,42 x 1,013 = 22.750.995,11. Il y a donc une différence de 1.163.204,89 €.*

*Cette différence s'explique par l'adaptation des mouvements du personnel, des recrutements prévus et surtout des régularisations faites fin 2018 ».*

Sont aussi prévues les enveloppes budgétaires nécessaires aux interventions à 100 % dans les frais de transport de l'ensemble du personnel communal (comprenant donc également le corps enseignant).

Comme étudiées précédemment dans cette synthèse budgétaire, les dépenses liées au personnel de l'enseignement subventionné sont revues en fonction des éléments qui proviennent directement du compte de l'exercice 2018 (arrondis au millier supérieur) et trouvent leurs contreparties égales en recettes de transferts.

Concernant les assurances loi, les prévisions budgétaires 2019 tiennent compte des besoins en la matière, notamment afin de régulariser les dossiers reportés de l'exercice 2018.

En matière de chèques repas, la budgétisation 2019 tient compte de l'augmentation de 1 € par chèques repas, ce qui porte dorénavant la valeur d'un chèque repas à 8 € l'unité.

Enfin, les frais en personnel relatifs aux élections à prévoir en mai 2019 sont estimés à 50.000,00 €.

En matière de Fonds des pensions, le budget 2019 tient compte des éléments en notre possession lors de son élaboration (fin février 2019). Les cotisations patronales assurance pension (comm + Cpas) et les cotisations patronales assurance cotisation (comm + cpas) sont alimentées à concurrence de 4.380.031,28 € à l'article 0000/113-48 ; les cotisations pensions mandataires sont alimentées à concurrence de 150.360,24 € à l'article 1010/113-48.

Afin de rencontrer les directives de la circulaire ministérielle de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2018 relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2019 ainsi que les dernières instructions de l'autorité de tutelle régionale en matière de contrôle budgétaire et de charges de pension à venir, notamment en référence à son complément de circulaire par son courriel régional du 09 août 2018, les cotisations de responsabilisation seront alimentées à concurrence de 752.739 € à l'article 0000/113-21. Ce qui porte l'ensemble des dépenses pour les fonds de pension à un montant de 5.283.130,52 €.

Enfin, afin de parfaire votre lecture sur le volet du personnel, nous vous invitons à consulter la note d'orientation sur l'évolution du personnel, qui reprend plus en détail l'ensemble des données sur le personnel et ses annexes.

## 5. Fonctionnement

montant : 8.518.721 € soit 9,59 % du total des dépenses ordinaires

Ce poste présente quant à lui une augmentation d'une somme de + 365.564,23 € par rapport au budget de l'exercice 2018, soit une évolution de + 4,48 %.

Malgré les coûts généraux en matière de dépenses en fonctionnement, c'est au prix d'efforts considérables que nous avons réussi à maîtriser nos prévisions budgétaires 2019 et à diminuer très fortement au possible certains postes par rapport aux prévisions budgétaires des exercices précédents.

Dans le cadre de l'élaboration des dépenses de fonctionnement du budget communal de l'exercice 2019, nous prenons bien évidemment en compte les directives de la Tutelle régionale afin d'appliquer au mieux les paramètres repris dans la circulaire du 20 juillet 2018 sur l'élaboration du budget communal de l'exercice 2019 : hormis pour les nouvelles initiatives ou installations justifiées, les dépenses en fonctionnement sont limitées à une croissance de 3,7 % par rapport aux dépenses engagées au compte de l'exercice 2017 Le Bureau fédéral du Plan prévoit en effet une inflation de 2% en 2018 et de 1,7 % en 2019.

L'ensemble des dépenses de fonctionnement engagé au compte de l'exercice 2017 présente un total de 7.180.410,99 €. Si le paramètre de la circulaire y est appliqué, nous pouvons déterminer le seuil de la croissance calculée au montant de 7.446.086,20 €.

Ce montant total coïncide avec le montant total des dépenses de fonctionnement engagé du compte de l'exercice 2018 lors de l'élaboration du budget 2019 au mois de février 2019, à savoir 7.468.982,69 €.

Les données du compte de l'exercice 2018, plus réalistes à l'heure actuelle, sont donc la base du travail d'élaboration des dépenses en fonctionnement du budget 2019, tout en insistant sur le travail considérable de nettoyage des postes uniques aux exercices précédents.

En effet, cette logique nous permet de tenir compte du bon fonctionnement de notre Administration communale, à la fois par la prise en compte des derniers éléments financiers existants en fin d'année 2018, ce qui permet d'avoir une continuité cohérente dans le suivi des dossiers (par exemple pour les assurances qui évoluent, les nouveaux bâtiments et frais y afférents, etc...), mais aussi par la limitation des dépenses ne devant plus être prises en compte, car uniques à l'exercice 2018 ou 2017 (ou antérieurs), comme les frais qui proviennent d'anciens véhicules, les frais techniques pour les fournitures de bâtiments comme les nouvelles crèches, les régularisations d'anciens dossiers en souffrance, etc ...



Le budget de l'exercice 2019 présente donc un différentiel de 1.049.738,31 € à justifier par rapport au montant total des dépenses de fonctionnement engagé en 2018.

Quant à lui, le budget précédent à savoir le budget de l'exercice 2018 reprend un total des dépenses de fonctionnement s'élevant à une cagnotte de 8.153.156,77 €.

Si nous implémentons ensuite les dépenses de fonctionnement dites « inéluctables » et « nouveaux projets » justifiables et que nous procédons à un maximum d'économie sur certaines enveloppes budgétaires à diminuer, nous calculons un différentiel de 365.564,23 € par rapport au budget de l'exercice 2018 pour arriver à une budgétisation totale de 8.518.721 € au budget 2019.

Comme dit précédemment, le Collège s'évertuera à maîtriser les dépenses en effectuant des contrôles budgétaires réguliers, en gérant de manière efficace le patrimoine communal notamment en menant une politique de rationalisation des biens communaux et en diminuant la facture énergétique des bâtiments communaux.

Ce chapitre du budget communal ordinaire de l'exercice 2019 est donc complètement justifié en vue des nouvelles initiatives ou installations afférentes à la projection budgétaire de l'exercice 2019.

À titre d'exemple (liste non exhaustive, car les mouvements de crédits sont opérés à travers tout le budget), nous pouvons clairement démontrer les besoins inéluctables comme suite :

- prise en compte des dépenses liées aux crèches qui tournent dorénavant en plein régime ;
- dépenses liées à la bonne gestion financière du volet enseignement ;
- dépenses de fonctionnement liées au développement du charroi communal,
- retour de la gestion des Bains de Saint-Josse dans le giron communal ;
- prise en compte des dépenses qui trouvent leurs recettes en équivalence (exemple : vidéo promotionnelle pour la nouvelle Maison des Cultures, etc..)
- prise en compte des régularisations des dossiers en souffrance et augmentation des coûts de fonctionnement (rétrocession des recettes pour la gestion du parking Scailquin, gestion parc à container, incinération des déchets, loyer Artemis, gestion et gestion du parc informatique et maintenance des logiciels, prévision de fournitures techniques comme pour la masse d'habillement du personnel communal ou encore la soupe à prévoir dans les prochains réfectoires à aménager dans les bâtiments communaux).

Pour améliorer votre lecture, nous vous renvoyons vers la note d'orientation des axes politiques fondamentaux qui met plus en exergue les projets et nouvelles initiatives budgétisés pour 2019, mais aussi pour 2020 et 2021.

## 6. Transferts

montant : 24.882.338,26 € soit 28,01 % du total des dépenses ordinaires

Ce chapitre propose une forte diminution de **- 1.544.109,82 €** par rapport au budget de l'exercice 2018, soit une évolution de **- 5,84 %**.

Il est à noter que certaines dépenses de transferts trouvent leurs montants budgétisés en recettes équivalentes (voir supra).

Il est tout d'abord très important de noter que le regroupement de la Dotation Générale aux Communes en une seule et même cagnotte (voir chapitre de recette de transferts pour plus d'explicatifs) aura une conséquence favorable sur nos dépenses de transferts. En effet, depuis l'année budgétaire 2018, la Tutelle nous invite à ne plus tenir compte des 3% à de la DGC à rétrocéder dans le cadre de la confection des budgets en cours et suivants.

Dans la continuité du travail de régularisation des dossiers de non-valeurs de droits constatés perçus sur exercices antérieurs et afin que le résultat de trésorerie coïncide avec le résultat budgétaire, conformément aux instructions de la circulaire du 20 juillet 2018 sur l'élaboration du budget communal 2018, nous budgétisons un montant réaliste de 150.000 € en 2019, afin de correspondre aux montants déjà apparents au compte de l'exercice 2018. Il est à noter que l'alimentation de ce poste et le lissage de cette dépense sur plusieurs exercices comptables doit se faire pour les besoins en non-valeurs de droits constatés non perçus du service ordinaire, donc sans remboursements.

Nous pouvons aussi noter l'enregistrement d'une enveloppe budgétaire s'élevant à 93.972,04 € dans le cadre des remboursements au SPF Intérieur de subsides concernant des dossiers de 2015 et 2016, concernant le recalcule des justifications des salaires des gardiens de la paix sur base des jours prestés, ou les factures en lien direct avec l'action, ou encore la justification du statut activa en fin de contrat.

Nous avons diminué ou supprimé des enveloppes prévues au budget 2018 en fonction des dossiers en cours.

Citons par exemple les 175.000 € de dotations prévus au budget de l'exercice précédent dans le cadre de l'intervention prévue dans le déficit des Bains de Saint-Josse qui sont dorénavant supprimés du chapitre des dépenses de transferts (voir supra dépenses en personnel et de fonctionnement).

La rétrocession des 15% du montant des recettes de stationnement (après déduction des coûts) à l'Agence Locale du Stationnement sera aussi prévue au budget de l'exercice 2019 : nous comptabilisons cette rétrocession à concurrence de 127.500 €.

Aussi, comme pour le budget de l'exercice précédent, nous prenons en compte les derniers montants de cotisations connus, par exemple l'augmentation de la quote-part Brulabo.

Citons aussi le subside budgétisé pour la Maison de la Famille asbl à concurrence de 250.000 € (sur fonds propres). Ce subside est aussi partiellement augmenté de 100.000 € par la cagnotte PDV relative à la guidance budgétaire de l'exercice 2019.

Comme étudiées dans le chapitre relatif aux recettes de transferts, les primes à la rénovation pour les logements repris sur le territoire communal resteront budgétisées au même seuil qu'au budget de l'exercice précédent.

Le budget 2019 tient aussi compte des récentes décisions des Autorités communales pour ses dépenses en transferts, notamment par l'application depuis janvier 2018 du règlement d'aide à la relance économique des commerçants tennodois, dont l'enveloppe annuelle est estimée à 75.000,00 €.

Une enveloppe budgétaire de 150.000 € est prévue à l'ordinaire dans le cadre de l'intervention de la Commune dans le déficit des Fabriques d'Église. Ce montant est estimé sur base des budgets prévisionnels des différentes Fabriques d'Églises pour lesquelles nous alimentons le déficit.

À l'identique, nous veillerons à garantir le bon fonctionnement des institutions de nos partenaires tout en menant une politique économique et budgétaire structurelle et efficace. Les subsides aux organismes et aux ménages restent identiques qu'à la dernière situation budgétaire de 2018, hormis pour les dossiers suivants :

- L'Académie de Musique :  
le subside passe d'un montant exceptionnel de 72.590 € en 2018 à un montant de 49.390 € en 2019.  
L'augmentation exceptionnelle de 2018, à savoir de 23.200,00 € (cote-part 2/5ème), était demandée par l'asbl afin qu'elle constitue une provision pour engager ses dépenses relatives aux pensions de ses agents. Aucun élément ultérieur n'est étudié dans le cadre de ce dossier, d'où la budgétisation initialement prévue depuis plusieurs années à partir du l'exercice 2019.
- Agence Immobilière Sociale de Saint-Josse-ten-Noode :  
l'enveloppe supplémentaire de 10.000,00 € pour 2018 afin de régulariser le dossier du solde du subside de l'exercice 2016 (20%) et non engagé à temps suite à une erreur matérielle n'est plus à prendre en compte.  
La budgétisation initialement prévue de 50.000 € est enregistrée à partir du l'exercice 2019.

Pour les dépenses de transferts à la Zone de Police, nous tiendrons compte de plusieurs éléments :

- De par son courrier du 27 septembre 2018, le Collège de Police demande une quote-part d'intervention dans les budgets de la Zone de Police justifiée par une augmentation croissante de 2%. Le montant demandé pour l'exercice budgétaire 2019 s'élève à 12.982.607,12 €.
- Le budget communal de l'exercice 2018 reprend un montant en dotation pour la Zone de Police s'élevant à 12.190.749,58 €.
- L'accroissement calculé devrait donc s'élever à 12.434.564,57 €, d'où un différentiel constaté de 548.042,55 €.
- Ensuite nous suivons les instructions reprises dans la circulaire ministérielle de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2018 relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2019 : lorsque le compte (2017) de la Zone de Police dégage un boni, la contribution annuelle sera diminuée à due concurrence.
- Or, par le courriel du 20 septembre 2018 de la Zone de Police, nous avons été notifiés que le Collège de Police a décidé d'un retour d'une partie du boni ordinaire du compte 2017 (soit 1.922.185,25 €) vers les Communes sur base de la clé de répartition 60-20-20. Le point devant être présenté au Conseil de Police d'octobre 2018. Le montant du boni en faveur de notre Commune s'élevait à 384.437,05 €.
- En fonction de ces éléments, et afin de respecter la circulaire budgétaire 2019, le calcul de la dotation estimée vers la Zone de Police est le suivant : montant enregistré au budget 2018, auquel est soustrait le montant du boni du compte 2017, et auquel un index de 2% est appliqué.
- Le montant de la dotation inscrit au budget de l'exercice 2019 en faveur de la Zone de Police s'élève donc à une enveloppe de 12.042.438,78 €

Signalons le montant de 194.476,05 € à inscrire en dépense de transferts, mais qui ont leurs contreparties en recettes de transferts, pour la rétrocession à la Zone de Police des subsides liés au contrat de sécurité.

Afin, rappelons que depuis l'exercice budgétaire de l'année 2016, nous avons convenu avec la Zone de Police l'étalement sur 5 années budgétaires du montant de 1.715.315,16 € relatif aux dossiers de rétrocessions pour contrats de sécurité d'exercices antérieurs (2006 à 2009 et 2012) ; à savoir un montant de 343.063,03 € par an.

Pour les dépenses de transferts au CPAS, nous tiendrons compte des éléments convenus avec ses autorités lors du Comité de concertation entre notre Commune et son CPAS en date du 14 août 2019.

Les différentes matières négociées comme le budget 2019 du CPAS, son plan financier 2019-2020-2021 ou encore les budgets alloués aux dépenses de fonctionnement, d'encadrement et de mise en oeuvre des articles 60 (cfr note y afférente et annexe B6) se retrouvent dans le Procès-Verbal de ce Comité de Concertation du 14 août 2019, lui-même repris dans le cahier d'annexes de notre budget de l'exercice 2019.

Rappelons que les instructions reprises dans la circulaire ministérielle de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2018 relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2019 nous invitent à réduire à due concurrence le montant de l'intervention communale lorsque le CPAS aurait dégagé un boni afférent aux exercices précédents.

Pour rappel, le montant de la dotation de l'exercice 2018 inscrit au budget en faveur du CPAS de Saint-Josse-ten-Noode s'élevait à 10.562.697,14 €.

Pour le calcul de la dotation de l'exercice budgétaire 2019, nous tiendrons aussi compte qu'aucune rétrocession n'a été enregistrée par le CPAS de par le boni exceptionnel dégagé par son compte de l'exercice 2017, à savoir un boni exceptionnel de 4.128.018,52 €.

Les mandats périodiques furent bloqués à partir du mois de septembre 2018, dans le but de n'alimenter la dotation 2018 au CPAS qu'à concurrence de 6.434.678,62 €.

En concertation avec notre partenaire, et à l'étude du prochain résultat en boni du compte 2018 du CPAS, nous estimons donc que le montant nécessaire au CPAS pour présenter à son tour un budget 2019 en équilibre s'élève à 9.000.000 €.

Notons que le montant inscrit au budget 2019 aussi bien en recette qu'en dépense de transferts relatif aux rétrocessions de subsides au CPAS s'élève à 352.000,00 €.

Enfin, notons également le montant prévu au budget 2019 en recette et dépense de 43.895,33 € concernant la rétrocession du subside provenant du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale vers le CPAS concernant les aides pour soutenir les personnes migrantes, les sans-abri, les gens du voyage et les personnes dites « roms ».

## 7. Dette

montant : 9.723.827,39 € soit 10,94 % du total des dépenses ordinaires

Cette dernière rubrique du budget communal ordinaire présente une grosse augmentation de l'ordre de + 1.404,453,17 € par au budget de l'exercice 2018, soit une évolution de + 16,88 %.

Concernant les dépenses de dette 2019 de notre Commune, la prévision des intérêts débiteurs est identique qu'en 2018, à savoir une enveloppe budgétaire de 30.000 €, afin de correspondre à l'échéancier probable de la trésorerie communale, conformément à la circulaire du 20 juillet 2018 sur l'élaboration du budget communal de l'exercice 2019.

Hormis pour la comptabilisation des intérêts moratoires, de retard ou assimilés, qui sont budgétisés presque à l'identique qu'au budget de l'exercice 2018, à savoir 40.000,00 € en prévision 2019 (en fonction de la prise de connaissance des dossiers litigieux en cours), les dépenses de dette proviennent essentiellement de l'évolution des charges de nos emprunts vis-à-vis de Belfius Banque, Fortis Banque et nouvellement ING Banque (depuis fin de l'année 2017).

Les variations des postes des charges d'emprunt sont également expliquées par l'évolution de la dette cumulée en plus du programme extraordinaire 2019, sachant que le total des dépenses d'emprunts extraordinaires à prévoir en 2019 (59.602.126 €) est plus élevé que celui présent dans la situation budgétaire à l'exercice initial de 2018 (55.460.152 €).

Comme pour le budget communal de l'exercice 2019, le calcul des montants à reprendre en charges de dettes pour les nouveaux emprunts dans le projet de budget 2019 ne tient compte que de 2 mois d'emprunts.

L'impact des emprunts 2019 sur le budget ordinaire 2019 s'élève à un montant de 133.890,50 € (calcul = 803.343 € / 6) contre 60.793,33 € pour le budget ordinaire initial de l'exercice 2018 (calcul = 364.760 € / 6).

Malgré la forte augmentation des emprunts, les dépenses d'investissements à prévoir sur le budget extraordinaire de l'année 2019 sont en grosse diminution par rapport à celles de l'exercice précédent. Ce phénomène est expliqué par deux points essentiels. Le premier est la forte augmentation des taux d'intérêts pour emprunts à appliquer à court, moyen et long terme dès l'année 2019. La seconde est la forte diminution des recettes de transferts (subsides extraordinaires) inscrits au budget extraordinaire 2019 par rapport au budget initial de l'exercice 2018, qui pousse donc à plus d'emprunts pour financer les projets et donc à plus de recettes de dette pour arriver à l'équilibre.

Les tableaux d'évolution de la dette communale cumulée, repris en annexe budgétaire 2019, englobent directement l'ensemble des dossiers liés aux emprunts et charges y relatives en cours.

## **II. BUDGET EXTRAORDINAIRE**

Le budget extraordinaire 2019 laisse apparaître une recette de dette (les emprunts donc) de 59.602.126 € (contre 55.460.152 € pour le budget extraordinaire initial de l'exercice 2018).

La Région nous rappelle annuellement que d'une part il y a lieu de limiter les charges des nouveaux emprunts au volume des remboursements en capital au cours de l'exercice afin de stabiliser le poids total de la dette, et que d'autre part la réduction de l'endettement des pouvoirs locaux participe à la réalisation du Programme de Convergence de l'État belge et que dès lors une réelle maîtrise de la dette communale est demandée.

Au total, le budget communal extraordinaire de l'exercice 2019 prévoit un montant de 79.461.006 € d'investissements (contre 86.150.393 € pour le budget extraordinaire initial de l'exercice 2018).

Les départements demandeurs justifient l'augmentation des prévisions en dépenses d'investissements 2019 par la reprise de certaines prévisions 2018 qui ne se sont pas vues réalisées à l'échéance du 31 décembre 2018, notamment à cause des différentes procédures alourdies et récemment mises en place en matière de marchés publics, ou à cause de l'échéance tardive des délivrances de divers permis d'urbanismes relatifs aux dossiers concernés, ou encore à cause des dernières modifications budgétaires de l'exercice 2018, présentées au Conseil communal du mois d'octobre 2018 mais jamais votées par manque de Quorum.

Le montant total des subsides et autres apports s'élève à 20.768.880 € dans le projet de budget extraordinaire 2019, contre 31.355.018 € pour le budget extraordinaire initial de l'exercice 2018, ce qui pourrait justifier une partie des augmentations de dépenses en investissements 2019.

Aussi, le projet de budget extraordinaire 2019 prévoit une recette exceptionnelle liée à la vente d'un bâtiment communal sis rue du Méridien 29 (Justice de Paix) pour un montant budgétisé à 1.000.000 €.

Le montant complet des recettes « pures » s'élève donc à 1.000.000 €.

Afin de maintenir le budget communal extraordinaire 2019 en équilibre à l'exercice propre, nous affectons ce montant dans un Fonds de réserve extraordinaire.

Enfin, le résultat général extraordinaire aux exercices cumulés s'élève à un résultat nul.

## RECETTES

Le budget des recettes extraordinaires de l'exercice 2019 se répartit comme suit :

1°) par des subsides pour un montant de 20.768.880 € (plan triennal, divers contrats avec les autorités supérieures et autres);

2°) par la formule de l'emprunt pour un montant de 59.602.126 € ;

3°) par des recettes exceptionnelles « pures » de 1.000.000 € .

## DÉPENSES

Nous budgétisons pour l'exercice 2019 un montant total de dépenses extraordinaires de 80.371.006 €, dont un total en dépenses d'investissements s'élevant à 79.461.006 € et un total en dépenses de transferts s'élevant à 910.000 €.

## III. ANNEXES BUDGÉTAIRES

Conformément à la circulaire ministérielle de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2018 relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2019 ainsi qu'à son complément d'information par le courriel régional du 09 août 2018, nous vous invitons à consulter le cahier d'annexes du budget communal de l'exercice 2019, ainsi que la note d'orientation technique 2019-2020-2021 et annexes y afférentes, la note d'orientation des axes politiques fondamentaux 2019-2020-2021 et la note d'orientation sur l'évolution du personnel et annexes y afférentes.

\*\*\*\*\*

Le Conseiller ffs du Service des Finances,

  
Abderahim GHARBI





# SYNTHESE VAN HET ONTWERP VAN BEGROTING VOOR 2019

## (rapport art. 96 NGW)

### INLEIDING

Het begrotingsontwerp voor dienstjaar 2019 werd opgesteld overeenkomstig de ministeriële omzendbrief van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest van 20 juli 2018 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen voor het dienstjaar 2019 en haar aanvulling van omzendbrief door de gewestelijke nota van 09 augustus 2018.

Teneinde te beantwoorden aan de Europese richtlijn 2011/85 en artikel 242 bis van de Nieuwe Gemeentewet, omvat het begrotingsontwerp voor dienstjaar 2019 tevens het driejarenplan 2019-2020-2021, bestaande uit een oriëntatienota (fundamentele beleidslijnen) en een beheersplan waarin de oriëntatienota wordt vertaald naar de begroting, in de vorm van ramingen en vooruitzichten.

Zoals vermeld in het advies van 04 maart 2019 van de commissie bedoeld in artikel 12 van het Koninklijk Besluit van 02 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit dat zich bevindt in de bijlagen van deze begroting, houdt de begroting 2019 tevens rekening met de gewestelijke ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het betrekken van de gemeenten bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Ter herinnering, de gewone begroting omvat een functionele begroting en een economische begroting.

De functionele begroting stelt een presentatie voor die eerder gericht is op de functies van de begroting (administratie, kleuter- en basisonderwijs, sociale hulp, huisvesting enz.).

De economische begroting stelt een presentatie, enkel gericht op de economische aard van de ontvangsten en uitgaven voor, dus zonder functionele onderscheiding. Zodoende, wanneer u de code 111/01 "bezoldigingen van het gemeentelijk personeel" raadpleegt in de economische begroting, stemt het ingelichte bedrag overeen met het totaal bedrag van dit soort uitgaven doorheen alle begrotingsfuncties.

De buitengewone begroting daarentegen wordt nog steeds voorgesteld volgens de oude presentatie.



## I. GEWONE BEGROTING

Het begrotingsontwerp 2019 sluit de gewone begroting af met een overschot van 99.925,84 € op het eigen dienstjaar en met een overschot van 2.974.879,86 € op de gecumuleerde dienstjaren.

Teneinde de ministeriële omzendbrief van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 juli 2018 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen van dienstjaar 2019 zo goed mogelijk na te leven, alsook de laatste instructies van de gewestelijke toezichthoudende overheid inzake begrotingscontrole, met name ingevolge haar aanvulling van omzendbrief door haar gewestelijke nota van 09 augustus 2018, worden de uitgaven van de gewone gemeentelijke begroting 2019 gebaseerd op de werkelijk vastgelegde bedragen in de vorige dienstjaren, voor het grootste deel met betrekking tot de rekening van dienstjaar 2018, rekening houdende met een reeks budgettaire beperkingen maar tevens met de onvermijdelijke en onreducerbare vragen van de diensten aan het Departement Financiën, en dit teneinde de goede werking te handhaven van de gemeentelijke activiteiten, met name in haar sociale aspect, rekening houdende met de evolutie van de demografische context.

In de moeilijke financiële context die de gemeenten doormaken, zal het College een samenwerking aangaan met de toezichthoudende overheid waarbij de gewestelijke vereisten inzake controle van de uitgaven worden gerespecteerd. Het College wenst dat de krappe begroting niet weegt op de Tennoodse belastingbetaler, maar opteert eerder voor de voortzetting van de inspanningen rond het beheer van de uitgaven en de verhoging van de ontvangsten.

Zo heeft het College beslist om het geheel van zijn uitgaven te beperken en aan te passen aan de reële noden.

In de huidige economische conjunctuur houdt het begrotingsontwerp 2019, wat de inkomsten betreft, rekening met alle nieuwe elementen waarover de Gemeente kennis heeft genomen in de loop van dienstjaar 2018.

De Gemeente registreert bijvoorbeeld een verhoging van de inkomsten die verband houden met de aanvullende belasting op de onroerende voorheffing, meer bepaald door de overname van de Astro- toren, In de berekening van de belastbare basis op 1 januari 2018.

Daarnaast registreert de Gemeente een stabiele inkomst ten opzichte van 2018 met betrekking tot de Algemene Dotatie aan de Gemeenten, gegroepeerd in één enkele jaarlijkse enveloppe sedert dienstjaar 2018 tegenover de vorige dienstjaren, overeenkomstig de richtlijnen van de Toezichthoudende Overheid.

Zoals voor de begroting 2018, dienen we tevens rekening te houden met de sterke daling van de inkomsten uit schulden, aangezien het Interfin dividend eenmalig was voor dienstjaar 2017.

De gemeente registreert tevens belangrijke bijkomende inkomsten die verband houden met het in aanmerking nemen van de nieuwe reglementeringen inzake de belasting op de kantooroppervlakten of de belasting op de bezetting van de openbare ruimte vanaf 1 januari 2019.

Het College overweegt niet om de diensten aan de bevolking af te schaffen maar zal aan al zijn diensten en partners vragen om zich een strikt budgettaire discipline op te leggen. De gewestelijke toezichthoudende overheid legt deze budgettaire striktheid op.

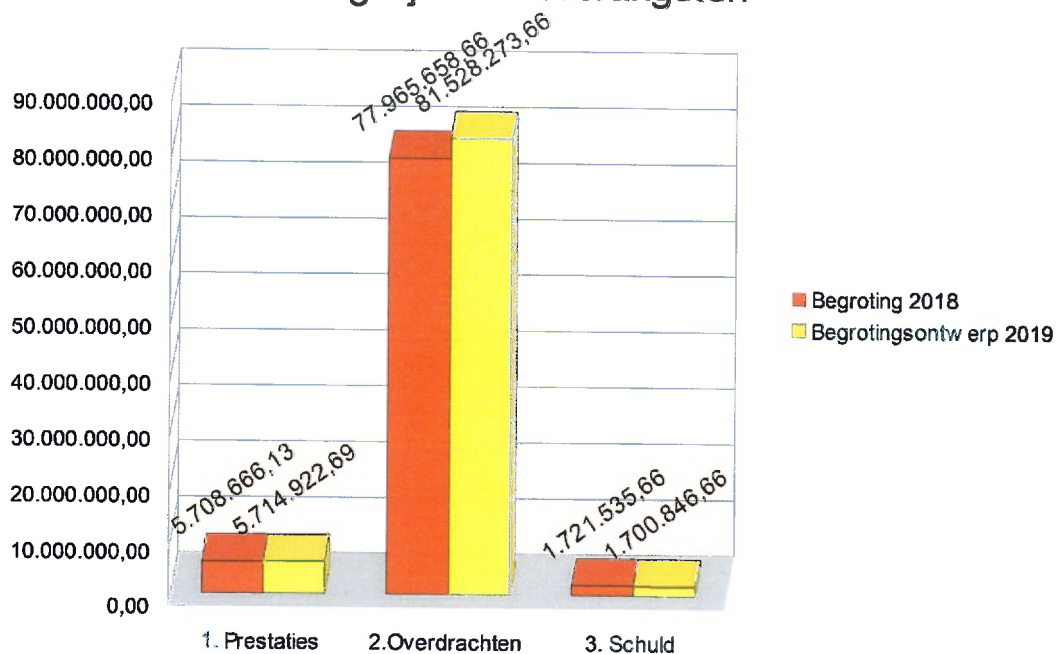
Tot slot zal het College inspanningen leveren om de uitgaven te beheersen door regelmatig budgettaire controles uit te voeren, waarbij het gemeentelijk patrimonium op een efficiënte manier wordt beheerd, met name door een rationaliseringsbeleid te voeren van de gemeentelijke gebouwen en door de energiefactuur van de gemeentelijke gebouwen te verlagen.

Hieronder vindt u de toestand van de grote onderverdelingen van de begroting 2019 ten opzichte van de begroting van dienstjaar 2018 (de nummering van de titels stemt overeen met de verklarende paragrafen die deze tabellen opvolgen).

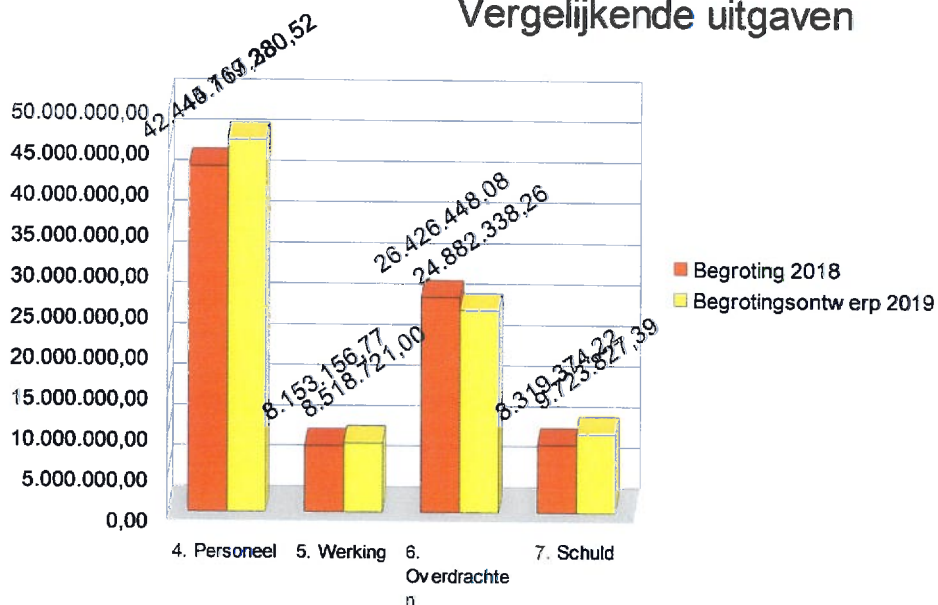
|                         | Begroting 2018       | Begrotingsontwerp 2019 | Vershil             |
|-------------------------|----------------------|------------------------|---------------------|
| <b>Inkomsten</b>        |                      |                        |                     |
| 1. Prestaties           | 5.708.666,13         | 5.714.922,69           | 6.256,56            |
| 2. Overdrachten         | 77.965.658,66        | 81.528.273,66          | 3.562.615,00        |
| 3. Schuld               | 1.721.535,66         | 1.700.846,66           | -20.689,00          |
| <b>Totaal</b>           | <b>85.395.860,45</b> | <b>88.944.043,01</b>   | <b>3.548.182,56</b> |
| <b>Uitgaven</b>         |                      |                        |                     |
| 4. Personeel            | 42.444.167,38        | 45.719.230,52          | 3.275.063,14        |
| 5. Werkingskosten       | 8.153.156,77         | 8.518.721,00           | 365.564,23          |
| 6. Overdrachten         | 26.426.448,08        | 24.882.338,26          | -1.544.109,82       |
| 7. Schuld               | 8.319.374,22         | 9.723.827,39           | 1.404.453,17        |
| <b>Totaal</b>           | <b>85.343.146,45</b> | <b>88.844.117,17</b>   | <b>3.500.970,72</b> |
| Saldo eig. dienstjaar   | 52.714,00            | 99.925,84              | 47.211,84           |
| Voorg. Dienstjaren      | 5.270.458,24         | 2.874.954,02           |                     |
| Overboekingen           | 0,00                 | 0,00                   |                     |
| Gecumuleerde resultaten | 5.323.172,24         | 2.974.879,86           |                     |

Hieronder vindt u deze tabellen tevens in grafiekvorm.

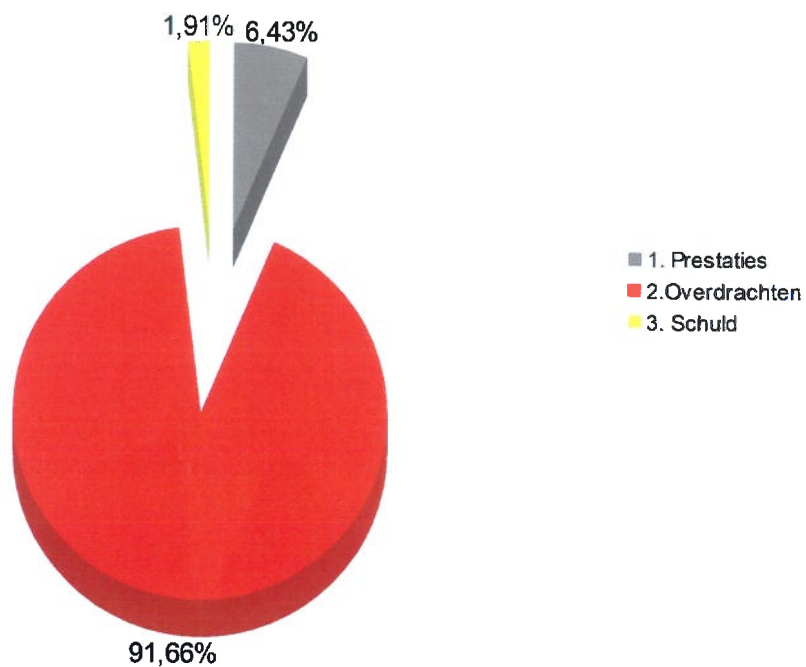
### Vergelijkende ontvangsten



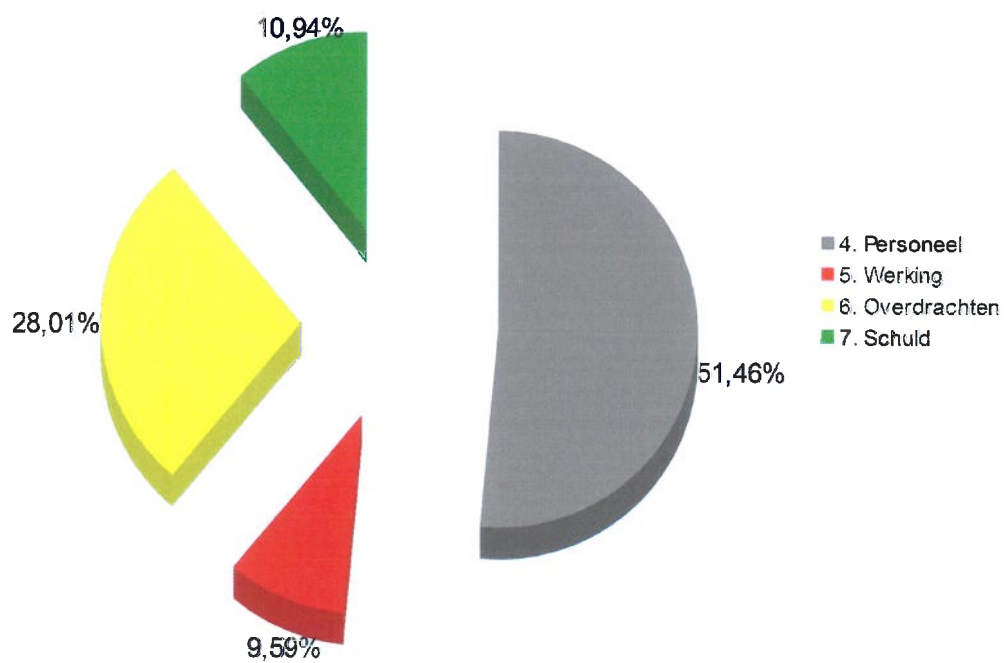
### Vergelijkende uitgaven



Percentage van ontvangsten 2019



Percentage van uitgaven 2019



## ONTVANGSTEN

### 1. Prestaties

bedrag : 5.714.922,69 € hetzij 6,43 % van het totaal van de gewone inkomsten

Deze post vertoont, ten opzichte van de begroting 2018, een verhoging van + 6.256,56 €, hetzij een evolutie van + 0,11 %.

De omzendbrief met betrekking tot de opmaak van de gemeentelijke begrotingen van het dienstjaar 2019 nodigt ons uit om de tarieven op een regelmatige manier aan te passen, zowel voor de administratieve prestaties als voor de te indexerende huurprijzen.

Het belangrijke technische werk dat werd geleverd bij de uitwerking van de begroting van dienstjaar 2018, liet reeds een budgettering toe rekening houdende met de lopende materies en dossiers in functie van de huidige parameters.

Met het oog op de continuïteit, herneemt de begroting 2019 globaal gelijkaardige ontvangsten uit prestaties, teneinde zoals gehoopt vastgestelde rechten te verkrijgen die het meest aanleunen bij de realiteit en op die manier het niveau te bereiken van de rekeningen 2017 en 2018.

Bijvoorbeeld, de voorzieningen van inkomsten afkomstig van de verschillende Parkings of van de woningen en andere recuperaties inzake onroerende voorheffing, stemmen overeen met de vastgestelde rechten tijdens de vorige dienstjaren of met de vast te stellen rechten tijdens het gebudgetteerde dienstjaar in functie van de gekende elementen voor elk dossier.

Een ander belangrijk begrotingswerk bestaat erin om de reserve voorzien gedurende het vorig dienstjaar in het kader van de terugvordering van diverse creditnota's of vergoedingen te schrappen, zodat de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2019 zo nauwkeurig mogelijk de realiteit vertaalt van de bestaande dossiers over één en enkel boekhoudkundig jaar.

Hierbij vermelden we de dalingen van de enige inkomsten op dienstjaar 2017 zoals bijvoorbeeld het bedrag van 27.044,00 €, geregistreerd in het kader van de terugvordering van achterstallige bedragen in verband met de mede-eigendom van de Chab, of nog het bedrag van 25.000,00 €, geregistreerd in het kader van de evacuatie en de reiniging van het gebouw gelegen Grensstraat nr. 118.

Deze begrotingspost omvat verschillende delen :

- de doorgangsrechten : deze inkomsten, die worden gebudgetteerd in variabele posten om te resulteren in een verhoging van slechts 930 € tegenover de begroting van het vorige dienstjaar, hebben betrekking op de voorzieningen van inkomsten van de wegenisretributies voor gas en elektriciteit. De bedragen worden ons rechtstreeks meegedeeld door de maatschappij Sibelga aan het einde van het jaar dat voorafgaat aan de betreffende begroting (brief 08/08/2018).

- de opbrengsten van de verhuringen : deze inkomsten, die voornamelijk gebaseerd zijn op de inkomsten van verhuringen van onroerende goederen, worden globaal behouden aan dezelfde percentages ten opzichte van de begroting van vorig dienstjaar, die reeds werden berekend op basis van de toepassing van de minimale inflatie (2,10 %). We wijzen tevens op de budgettering van de nieuwe woningen sedert 2016, die ons toelaten om de inkomsten te begroten van de onroerende verhuringen met betrekking tot de woningen voor meer dan 2.000.000,00 €, rekening houdende met de inkomsten geregistreerd gedurende het boekjaar 2017 en 2018. Tot slot, voor wat de verwachte inkomsten van de parkings betreft, behouden we het bedrag van 55.000 € aan ontvangsten met zijn gelijkwaardige reserve aan werkingsuitgaven teneinde rekening te houden met de mede-eigendom van de Chab. Vanaf 2019 wordt een bijkomende ontvangst van 5.400 € geregistreerd in het kader van de huur voor de parking AG gelegen Linnéstraat 35

- de andere ontvangsten uit prestaties : deze post vertaalt zich in een geheel van regularisaties en kredietaanpassingen in functie van de lopende dossiers over de hele gemeentelijke begroting 2019.

We merken op dat een groot gedeelte van deze inkomsten voornamelijk afkomstig is van de opbrengsten van rechtstreekse prestaties verbonden aan de bijhorende functies, andere dan uit onroerende goederen, zoals de inkomsten uit de dagopvangcentra (crèches), de inkomsten van mede-eigendommen, alsook de verschillende afrekeningen van recuperaties van energieverbruik (woningen, privé-patrimonia enz.).

We noteren de registratie van ontvangsten uit prestaties met betrekking tot de opening van de Baden van Sint-Joost voor een half jaar, geraamd op 100.000 €.

We kunnen tevens de stijgende inkomsten in aanmerking nemen in verband met de registratie van de activiteiten van de nieuwe Nederlandstalige crèche « Madeliefje » die nu op volle capaciteit draait ten opzichte van de begrotingsraming 2018, zodat de raming van deze ontvangsten uit prestaties wordt gebracht op 140.000 € in 2019 tegenover 100.000 € in 2018. Daartegenover dienen we rekening te houden met de daling van de ontvangsten uit prestaties in het Franstalig en Nederlandstalig onderwijs, met name door de kosteloosheid van de schoolmaaltijden en bewaking van de leerlingen in de scholen.

Tevens wordt voor de begroting 2019 net zoals bij de begroting 2018 rekening gehouden met de beslissingen van de Gemeentelijke overheden, met name voor wat betreft de gratis speelpleinen in het G. Petre stadion (schrapping van de betreffende inkomsten voor een geraamd bedrag van 48.000,00 €).

We herinneren er eveneens aan dat sedert 2017 het hoofdstuk van de ontvangsten de jaarlijkse budgettering bevat van de bedragen van de compenserende dividenden van de firma Hydrobru. Immers, in de omzendbrief betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen van dienstjaar 2017 werd ons gevraagd om deze inkomst van 233.000 € niet meer te beschouwen als een dividend, maar als een inkomst uit prestatie, zolang de firma Hydrobru niet in de mogelijkheid is om een dividend uit te delen aan de Gemeenten.



## 2. Overdrachten

bedrag : 81.528.273,66 € hetzij 91,66 % van het totaal van de gewone inkomsten

De toename van deze inkomstenpost is relatief groot : we boeken een begrotingsevolutie van + 3.562.615,00 € ten opzichte van de begroting van dienstjaar 2018, hetzij + 4,57 %.

Voor de verschillende dotaties beantwoorden de overdrachtinkomsten van het dienstjaar 2019 aan de richtlijnen van de gewestelijke omzendbrief van 20 juli 2018 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2019, alsook aan de verschillende richtlijnen van de gewestelijke toezichthoudende overheid door haar nota's van 24 september 2018 (DGC) en 25 oktober 2018 (dotatie art. 46 bis), en worden ze voorzien in functie van de ondertekende overeenkomsten en de beloften bevestigd door de subsidiërende overheid.

Bij wijze van voorbeeld, wat de gewestelijke dotaties betreft, schrijven we het zeer lichtjes dalende geraamde bedrag in van 3.780,02 € ten opzichte van de begroting van 2018 voor de Algemene Dotatie aan de Gemeenten opgelegd door onze gewestelijke Toezichthoudende overheid, en gegroepeerd in één enkele enveloppe sedert dienstjaar 2017 (waaronder de dotatie met betrekking tot de verbetering van de budgettaire situatie 2016-2017-2018 te voorzien in het kader van de ordonnantie van 19 juli 2007).

Tevens krijgen we de instructie om een stijgende ontvangst te boeken van 58.778,81 € ten opzichte van de vorige begroting voor de dotatie in uitvoering van artikel 46 bis van de wet van 12 januari 1989.

Voor wat het Fiscaal compensatiefonds betreft (Bijdragen van de hogere overheid teneinde de gemeenten aan te sluiten bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest), boeken we hetzelfde bedrag als in de begroting van 2018, rekening houdend met de verschillende parametringingen en teksten van overeenkomsten met betrekking tot de nieuwe aanvullende belasting op de toeristische logies (zie de paragraaf over de gemeentelijke opcentiemen betreffende de « City Tax »).

De andere dotaties met betrekking tot de diverse baremische verhogingen of bijdragen van de hogere overheid voor de kosten van het niet-onderwijzend personeel worden geraamd ten opzichte van de werkelijke vastgestelde rechten tijdens de vorige dienstjaren (rekening van dienstjaar 2017 en 2018), maar tevens ten opzichte van de evolutie van het personeel, zodat onze budgettaire ontvangsten van 2019 zo goed mogelijk overeenstemmen met de realiteit.

De inkomsten afkomstig van de bijdragen van de hogere overheid in het kader van veiligheids- en preventiecontracten, en in het kader van het Stadsbeleid werden heraangepast in functie van de nieuwe gestemde wetten en decreten.

Aldus houden we rekening met de progressieve implementatie van de GSB inkomsten (rubriek dientengevolge gedaald) om de overdracht van de tenlasteneming van de gemeenschapswachten op gewestelijke subsidie mogelijk te maken, alsook de schrapping van de bijdrage van de hogere overheid voor de Europese topbijekomsten (sedert 2017). Alle inkomsten (en bijhorende uitgaven) zijn gebaseerd op reële nota's en verantwoordingen waarvan het beheer wordt uitgevoerd door het departement preventie. De evoluties van eventuele terugbetalingen en bijhorende oninbare vorderingen zullen verder in deze nota worden bestudeerd (in het hoofdstuk overdrachtsuitgaven).

Wat betreft de inkomsten uit de Gemeentelijke Administratieve Sancties (GAS) hebben we een boekhoudkundig werk uitgevoerd rekening houdende met de ontvangsten en de werkelijk vastgestelde rechten tijdens de vorige boekjaren, eveneens zodat onze gemeentelijke begroting de realiteit zo accuraat mogelijk kan vertalen.

De inkomsten met betrekking tot het gesubsidieerd onderwijspersoneel houden rekening met de laatst gekende parameters voor de verdelings sleutel tussen het Franstalig en het Nederlandstalig onderwijs, zowel voor de afdeling kleuter- als basisonderwijs, en zijn de gelijke tegenhanger met de personeelsuitgaven.

Voor de inkomsten uit de gemeentebelastingen hebben wij onze inkomsten geraamd in functie van de richtlijnen van de omzendbrief van 20 juli 2018 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting 2019, alsook de laatste richtlijnen van de toezichthoudende overheid inzake begrotingscontrole, namelijk het in aanmerking nemen van de inkomsten resulterend uit de rekening 2017 eventueel heraangepast naar aanleiding van veranderingen in de belastingen vastgelegd of voorzien voor het jaar 2018 en 2019, zoals de dalingen van de inkomsten in verband met de bewonerskaarten, de stijging van de inkomsten afkomstig van het plaatsen van goederen op de openbare weg (nieuw belastingreglement) in functie van de voorheen vastgestelde rechten of te voorziene werven, of nog het in aanmerking nemen van een volledig fiscaal jaar in de geraamde ontvangsten met name in het kader van de belasting op het niet ter beschikking stellen van parkeerplaatsen van toepassing sedert 1 juli 2017 (en geraamd op basis van de vastgestelde rechten van de vorige dienstjaren en op basis van de evolutie van de lopende dossiers), het nieuwe belastingreglement op de kantooroppervlakten en de nieuwe bijhorende tarieven, in aanmerking nemen van nieuwe technische parameters voor de berekening van de inkomst van de onroerende voorheffing (zie hierboven) of nog het behoud van de voorziening van de inkomst in het kader van de belasting op de GSM- masten en de City Tax.

Onze ramingen voor de gemeentelijke begroting 2019 worden tevens berekend in functie van de continuïteit van het regularisatiewerk van de gunstige dossiers (grondigere telling, beter beheer vanaf centralisatie van de dossiers tot openbare werken met behulp van het programma OSIRIS sedert 2017 enz...) of ongunstige dossiers (dossiers waarvoor de invordering specifiek is voor het dienstjaar 2017 of 2018) lopende bij de begroting van dienstjaar 2018.

We vermelden bijvoorbeeld een terugvordering van 367.741,59 € afkomstig van het Gewest in het kader van het dossier met betrekking tot het BGHGT (aankoop van het gebouw gelegen Koningsstraat 284 tijdens het jaar 2018), met haar evenwichtige tegenhanger aan schulduitgaven.

We vermelden eveneens de enige inkomst op het gewijzigde dienstjaar 2017 betreffende het IFMB, in daling dus op de begroting 2018 en 2019 ten belope van 37.545,00 €, of nog de geschrapte ontvangst van een sponsoring in het kader van een dossier daterend van verschillende vorige dienstjaren voor 10.000 €.

De ontvangsten afkomstig van de parkeerautomaten worden geraamd op 850.000 €, dus in stijging met 100.000 € ten opzichte van de begroting van vorig jaar.

Deze raming houdt rekening met het resultaat van de rekening van 2017 van de firma belast met de terugvordering van de parkeerretributies. De uitgaven die voortvloeien uit de teruggave aan het Plaatselijk Parkeeragentschap zullen verder in deze nota worden bestudeerd (hoofdstuk van de overdrachtsuitgaven).

We registreren tevens aanvullende overdrachtsuitgaven met betrekking tot de subsidies te ontvangen in het kader van de werking van de nieuwe crèche gelegen Liedekerkestraat (in functie van de dossierelementen en beloften van subsidies die in ons bezit zijn zoals voor de Nederlandstalige crèche “Madeliefje”).

De renovatiepremies voor de woningen gelegen op het gemeentelijk grondgebied zijn op hetzelfde niveau gebleven als voor de begroting van 2018, en daartegenover verhogen dus de uitgaven (zie verder in deze nota in het hoofdstuk betreffende de overdrachtsuitgaven).

Tot slot wordt een belangrijke verhoging aan inkomsten voor dit hoofdstuk verrekend in de ontvangsten afkomstig van de belastingen op de gemeentelijke opcentiemen. Ziehier de verschillende verdelingen :

- OVH : aanvullende belasting op de roerende voorheffing :

Overeenkomstig de omzendbrief betreffende de opmaak van de begroting 2019 van 20 juli 2018, die ons vraagt rekening te houden met het kadastraal inkomen op 1 januari 2018 uitgezonderd materiaal in de berekening van de voorziening van dienstjaar 2019, geïndexeerd door het coëfficiënt 1,819.

Wij houden dus rekening met deze berekeningsmethode, die het bedrag neemt van het belastbaar kadastraal inkomen op 1 januari 2018 uitgezonderd materiaal, vermenigvuldigd met onder andere het wegingscoëfficiënt Z dat de marge meet tussen de voorzieningen en de rechten vastgesteld in de loop van de laatste 5 jaar, om de raming van deze inkomst in de begroting van dienstjaar 2019 te brengen op 25.904.666,37 €.

Deze belangrijke voorziening van de vermeerdering van de inkomsten uit overdrachten houdt rekening met de aanvullende OVH van de Astro-toren).

De inkomsten betreffende de aanvullende belasting op de onroerende voorheffing waren geraamd op 24.280.831,86 € bij de laatste begrotingswijziging 2017 (werkelijk vastgesteld op 24.454.811,43 €, wetende dat de parameters van de berekeningsformule van deze inkomst rekening hielden met het belastbaar kadastraal inkomen op 1 januari 2016, materiaal inbegrepen) en op 25.629.551,61 € voor de begroting van het jaar 2018.

- ABP : aanvullende belasting op de personenbelasting :

De omzendbrief betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen 2019 van 20 juli 2018 vraagt ons om de ABP raming te hernemen van de FOD Financiën herberekend volgens de methodologie die rekening houdt met het gemiddelde over 5 jaar en een wegingscoëfficiënt.

We kunnen dus reeds rekening houden met de nota van de FOD Financiën gedateerd op 26 oktober 2018 voor onze begrotingsramingen 2019, waarin de details worden vermeld inzake fiscalisering en eventuele regularisaties uit te voeren over verschillende jaren (voorschotten, Tax Shift en andere), en waarvoor de begrotingsvoorziening 2019 een bedrag bereikt van 2.456.129,03 €.

Dit bedrag daalt dus met 41.490,90 € ten opzichte van de laatste budgettaire situatie van dienstjaar 2018.

- Aanvullende belasting op de autobelasting :

De omzendbrief betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen 2019 van 20 juli 2018 vraagt ons om rekening te houden met de voorzieningen van de FOD Financiën (nota van 21 november 2018), namelijk het bedrag berekend in 2017 vermenigvuldigd met een index van 1,0482.

- Aanvullende belasting op de belasting op de toeristische logies (genaamd « City Tax »):

Zoals voor de begroting van dienstjaar 2018 , maakt deze inkomst het voorwerp uit van een overeenkomst goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 19 december 2016, die de verschillende financiële elementen omvat met betrekking tot de gewestelijke dotatie in het kader van de economische ontwikkeling van de Gemeenten (fiscaal compensatiefonds), als tegenhanger van de schrapping van het belastingreglement op de hotels.

Tot slot houdt de begroting 2019, net zoals voor de inkomsten uit prestaties, rekening met de nieuwe beslissingen van de Gemeentelijke overheid voor haar inkomsten uit overdrachten, met name op het vlak van aanpassing van de tarieven voor het gemeentelijke aandeel van de administratieve documenten voor de bevolking (bewonerskaarten enz.).

### 3. Schuld

bedrag : 1.700.846,66 € hetzij 1,91 % van het totaal van de gewone inkomsten

Deze afdeling vertoont een lichte daling van – 20.689 € ten opzichte van de begroting van dienstjaar 2018, hetzij een evolutie van - 1,20 %.

Teneinde de regionale omzendbrief na te leven van 20 juli 2018 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting 2019, worden de inkomsten uit schulden geregistreerd overeenkomstig de bedragen meegedeeld door de schuldenaars van inkomsten aangezien deze bedragen verenigbaar zijn met de werkelijk geïnde bedragen in de loop van de vorige dienstjaren.

De creditinteressen worden eveneens geraamd op basis van een thesauriekalender. Hier is de budgettering identiek aan de laatste begrotingssituatie van het vorig dienstjaar, gezien de toestand van onze thesaurie en gezien de toestand van de interestvoeten voorgesteld op korte termijn.

Zoals eerder bestudeerd in deze nota, meer bepaald in het hoofdstuk betreffende de inkomsten uit prestaties, en net zoals voor het begrotingsjaar 2017 en zijn omzendbrieven met betrekking tot de uitwerking ervan, wordt ons gevraagd om de inkomsten uit jaarlijkse compenserende dividenden van de firma Hydrobru (233.000 €) niet meer in aanmerking te nemen als zijnde een volledig dividend, maar wel als een inkomst uit prestatie, zolang de firma Hydrobru niet in de mogelijkheid is om een dividend uit te delen aan de Gemeenten.

Wij schrappen dus de budgettering ervan uit het hoofdstuk betreffende de inkomsten uit schulden.

Wat betreft de voorzieningen van dividenden te innen van de maatschappij Sibelga voor dienstjaar 2019, registreren we een lichte stijging van de inkomsten ten belope van 4.311 €, tegenover de begroting van dienstjaar 2018 (gegevens meegedeeld door de maatschappij Sibelga, in haar brief gedateerd op 08 augustus 2018).

Daarnaast is de voornaamste negatieve evolutie van deze ontvangstenpost te wijten aan de schrapping van de verwachte ontvangst in het kader van de recuperatie van de inkomsten bij de kabelexploitant aanwezig op ons grondgebied. Deze inkomst werd vroeger geraamd op 25.000 € per jaar, maar dient niet meer in aanmerking te worden genomen vanaf de begroting van dienstjaar 2019 gelet op de elementen van het dossier in ons bezit.

Ter informatie, de deficitaire evolutie van deze begrotingspost ten opzichte van boekjaar 2017 kan in grote mate worden verklaard door de schrapping sedert de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2018 van de registratie van een uitzonderlijke en enige inkomst op dienstjaar 2017 afkomstig van de Interfin dividenden, ten belope van 1.371.256,65 €.

## UITGAVEN

### 4. Personeel

bedrag : 45.719.230,52 € hetzij 51,46 % van het totaal van de gewone uitgaven

Deze begrotingspost vertoont een stijging voor een bedrag van + 3.275.063,14 € tegenover de laatste begrotingswijziging van het begrotingsjaar 2018, of een evolutie van + 7,72 %.

De vooruitzichten van deze uitgaven werden door het departement HRM als volgt geraamd :  
*« De formule om de begrotingsvoorzieningen te berekenen volgens de omzendbrief = wedde 07/2018 x 12,42 (jaarlijks salaris + sociale programmatie) x 1,013 (impact van de weddeschaalverhogingen), hetzij 1.808.295,31 € x 12,42 x 1,013 = 22.750.995,11. Er is dus een verschil van 1.163.204,89 €. Dit verschil kan worden verklaard door de aanpassing van de personeelsbewegingen, voorziene aanwervingen en vooral de regularisaties doorgevoerd eind 2018 ».*

Tevens worden de nodige begrotingsenveloppes voorzien voor de tussenkomst voor 100 % in de vervoerskosten van al het gemeentepersoneel (met inbegrip dus van het onderwijzend personeel).

Zoals eerder bestudeerd in deze synthese van begroting, werden de uitgaven in verband met het gesubsidieerd onderwijspersoneel herzien in functie van de elementen die rechtstreeks afkomstig zijn van de rekening van dienstjaar 2018 (afgerond naar het hoogste duizendtal) en deze zijn de gelijke tegenhanger van de overdrachtsuitgaven.

Voor wat de wetsverzekeringen betreft, houden de begrotingsvoorzieningen 2019 rekening met de noden op dit vlak, met name teneinde de uitgestelde dossiers van dienstjaar 2018 te regulariseren.

Voor wat de maaltijdcheques betreft, houdt de budgettering 2019 rekening met de verhoging van 1 € per maaltijdcheque, hetgeen de waarde van een maaltijdcheque voortaan op 8 € per eenheid brengt.

Tot slot worden de personeelskosten met betrekking tot de gemeentelijke verkiezingen te voorzien in mei 2019 geraamd op 50.000,00 €.

Aangaande het Pensioenfonds houden wij de begroting 2019 rekening met de elementen in ons bezit bij de uitwerking ervan (eind februari 2019). De werkgeversbijdragen pensioenverzekering (gemeente + ocmw) en de werkgeversbijdragen verzekeringspremie (gemeente + ocmw) zullen worden gefinancierd ten belope van 4.380.031,28 € op artikel 0000/113-48 ; de pensioenbijdragen mandatarissen zullen worden gefinancierd ten belope van 150.360,24 € op artikel 1010/113-48.

Teneinde tegemoet te komen aan de richtlijnen van de ministeriële omzendbrief van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 juli 2018 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2019 alsook aan de laatste richtlijnen van de gewestelijke toezichthoudende overheid inzake begrotingscontrole en toekomstige pensioenlasten, met name betreffende de aanvullende omzendbrief door de gewestelijke nota van 09 augustus 2018, zullen de responsabiliseringsbijdragen worden gefinancierd ten belope van 752.739 € op artikel 0000/113-21. Dit brengt het geheel van de uitgaven voor het pensioenfonds op een bedrag van 5.283.130,52 €.

Tot slot, om uw begrip van het luik personeel te vervolledigen, nodigen wij u uit om de oriëntatienota te raadplegen over de evolutie van het personeel, waarin alle gegevens met betrekking tot het personeel en de bijlagen gedetailleerd worden weergegeven.

## 5. Werking

bedrag : 8.518.721 € hetzij 9,59 % van het totaal van de gewone uitgaven

Deze post vertoont een stijging voor een som van + 365.564,23 € tegenover de laatste begrotingswijziging van het begrotingsjaar 2018, of een evolutie van + 4,48 %.

Ondanks de algemene kosten inzake werkingsuitgaven, is het dankzij aanzienlijke inspanningen dat wij erin geslaagd zijn om onze begrotingsvoorzieningen 2019 te beheersen en bepaalde posten zo sterk mogelijk te doen verminderen ten opzichte van de begrotingsvoorzieningen van de vorige dienstjaren.

In het kader van de opmaak van de werkingsuitgaven van de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2019, houden we uiteraard rekening met de richtlijnen van het gewestelijk Toezicht teneinde zo goed mogelijk de parameters toe te passen opgenomen in de omzendbrief van 20 juli 2018 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2019 : uitgezonderd voor de nieuwe initiatieven of verantwoorde installaties, worden de werkingsuitgaven beperkt tot een groei van 3,7 % ten opzichte van de uitgaven vastgelegd op de rekening van dienstjaar 2017. Het Federaal Planbureau voorziet immers een inflatie van 2 % in 2018 en van 1,7 % in 2019.

Het geheel van de werkingsuitgaven vastgelegd op de rekening van dienstjaar 2017 bedraagt in totaal 7.180.410,99 €. Als hierop de parameter van de omzendbrief wordt toegepast, kunnen we de maximale berekende groei bepalen op een bedrag van 7.446.086,20 €.

Dit totale bedrag valt samen met het totale vastgelegde bedrag van de werkingsuitgaven van de rekening van dienstjaar 2018 bij de uitwerking van de begroting 2019 in februari 2019, namelijk 7.468.982,69 €.

De gegevens van de rekening van dienstjaar 2018, die vandaag realistischer zijn, vormen dus de basis voor de uitwerking van de werkingsuitgaven van de begroting 2019, waarbij we benadrukken dat een aanzienlijk werk werd verricht van verwijdering van enige posten op de vorige dienstjaren.

Deze logica maakt het ons immers mogelijk om enerzijds rekening te houden met de laatste bestaande financiële elementen aan het eind van 2018, hetgeen toelaat om een coherentie te hebben in de opeenvolging van de dossiers (bijvoorbeeld door de verzekeringen die evolueren, de nieuwe gebouwen en bijhorende kosten enz.), maar tevens om de uitgaven te beperken waar geen rekening meer mee dient te worden gehouden aangezien deze eenmalig waren voor het dienstjaar 2018 of 2017 (of vorige), zoals bijvoorbeeld de kosten afkomstig van oude voertuigen, de technische kosten voor de uitrustingen van gebouwen zoals de nieuwe crèches, de regularisaties van oude onafgehandelde dossiers enz.



De begroting van dienstjaar 2019 vertoont dus een verschil van 1.049.738,31 € te verantwoorden ten opzichte van het totale bedrag van de werkingsuitgaven vastgelegd in 2018.

De voorgaande begroting, namelijk die van dienstjaar 2018 bevat een totaal van werkingsuitgaven voor een bedrag van 8.153.156,77 €.

Als we vervolgens de zogenaamde “onvermijdelijke” werkingskosten en te verantwoorden “nieuwe projecten” implementeren en overgaan tot een maximale besparing op bepaalde te verminderen begrotingsenveloppes, komen we op een verschil van 365.564,23 € ten opzichte van de begroting van dienstjaar 2018 om een totaal te bereiken van 8.518.721 € op de begroting 2019.

Zoals hierboven reeds vermeld, zal het College inspanningen doen om de uitgaven te beheren door regelmatig budgettaire controles uit te voeren, waarbij het gemeentelijk erfgoed op een efficiënte manier wordt beheerd, met name door een rationaliseringsbeleid te voeren van de gemeentelijke gebouwen, en door de energetische factuur van de gemeentelijke gebouwen te verlagen.

Dit hoofdstuk van de gewone gemeentelijke begroting van dienstjaar 2019 is dus volledig verantwoord met het oog op de nieuwe initiatieven of installaties horende bij de begrotingsplanning van dienstjaar 2019.

Bij wijze van voorbeeld (niet-exhaustieve lijst, aangezien de kredietbewegingen worden doorgevoerd doorheen de gehele begroting), kunnen we de onvermijdelijke noden duidelijk aantonen als volgt :

- In aanmerking nemen van de uitgaven met betrekking tot de crèches die momenteel op volle capaciteit draaien ;
- uitgaven met betrekking tot het goede financiële beheer van het luik onderwijs ;
- werkingsuitgaven voor de ontwikkeling van het gemeentelijk wagenpark,
- beheer van de Baden van Sint-Joost opnieuw ten laste van de gemeente ;
- in aanmerking nemen van de uitgaven met hun gelijke tegenhanger aan inkomsten (bijvoorbeeld : promotionele video voor het nieuwe Huis van Culturen enz..) ;
- in aanmerking nemen van de regularisaties van onafgehandelde dossiers en toename van de werkingskosten (teruggave van de ontvangsten voor het beheer van parking Scailquin, beheer containerpark, afvalverbranding, huur Artemis, beheer en beheer van het informaticapark en onderhoud van de software, voorziening van technische benodigdheden zoals voor de kledij van het gemeentepersoneel en de soep voorzien in de toekomstige refters in te richten in de gemeentelijke gebouwen).

Om deze elementen voor u te verduidelijken, verwijzen wij naar de oriëntatienota van de fundamentele beleidslijnen, waarin de projecten en nieuwe initiatieven in detail worden weergegeven die worden gebudgetteerd voor 2019, maar tevens voor 2020 en 2021.

## 6. Overdrachten

bedrag : 24.882.338,26 € hetzij 28,01 % van het totaal van de gewone uitgaven

Deze post vertoont een sterke vermindering van **- 1.544.109,82 €** tegenover de begroting van dienstjaar 2018, hetzij een evolutie van **- 5,84 %**.

Er dient te worden opgemerkt dat bepaalde overdrachtsuitgaven worden begroot als overeenstemmende uitgaven (zie hierboven).

Het is eerst en vooral belangrijk om op te merken dat de groepering van de Algemene Dotatie aan de Gemeenten in één enkele en zelfde reserve (zie hoofdstuk overdrachtsuitgaven voor meer details) een gunstig gevolg zal hebben op onze overdrachtsuitgaven.

Immers, sedert het begrotingsjaar 2018 verzoekt het Toezicht ons om geen rekening meer te houden met de 3 % aan ADG terug te geven in het kader van de uitwerking van de lopende begroting en volgende.

In aansluiting op het regularisatiewerk van de onwaardige dossiers van vastgestelde rechten geïnd over de vorige dienstjaren en opdat het resultaat van de thesaurie zou samenvallen met het begrotingsresultaat, overeenkomstig de instructies van de omzendbrief van 20 juli 2018 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting 2018, begroten wij een realistisch bedrag van 150.000 € in 2019, teneinde overeen te stemmen met de reeds zichtbare bedragen op de rekening van dienstjaar 2018. Er dient te worden opgemerkt dat het vermeerderen van deze post en het verdelen van deze uitgave over meerdere boekjaren dient plaats te vinden voor de noden aan niet-geïnde onwaardige dossiers van vastgestelde rechten van de gewone dienst, dus zonder terugbetalingen.

We kunnen tevens de registratie noteren van een begrotingsenveloppe die 93.972,04 € bedraagt in het kader van de terugbetalingen aan de FOD Binnenlandse Zaken van subsidies met betrekking tot dossiers van 2015 en 2016, betreffende de herberekening van de verantwoordingen van de lonen van de gemeenschapswachten op basis van de gepresteerde dagen, of de facturen die rechtstreeks verband houden met de prestaties, of nog de verantwoording van het activa- statuut einde contract.

Wij hebben budgetten verlaagd of geschrapt voorzien in de begroting 2018 in functie van de lopende dossiers.

Als voorbeeld vermelden we de 175.000 € aan dotaties voorzien op de begroting van vorig dienstjaar in het kader van de tussenkomst voorzien in het tekort van de Baden van Sint-Joost die voortaan worden geschrapt uit het hoofdstuk van de overdrachtsuitgaven (zie boven personeels- en werkingsuitgaven).

De teruggave van 15% van het bedrag van de parkeerontvangsten (na aftrek van de kosten) aan het Plaatselijk Parkeeragentschap zal eveneens worden voorzien in de begroting van dienstjaar 2019 : we verrekenen deze teruggave ten belope van 127.500 €.

Tevens nemen wij, zoals voor de begroting van vorig dienstjaar, de laatste bedragen van de gekende bijdragen in aanmerking, zoals bijvoorbeeld de verhoging van het Brulabo aandeel.

We vermelden tevens de gebudgetteerde subsidie voor vzw Maison de la Famille ten belope van 250.000 € (op eigen fondsen). Deze subsidie wordt tevens gedeeltelijk verhoogd met 100.000 € door de reserve SB met betrekking tot de budgettaire begeleiding van dienstjaar 2019.

Zoals bestudeerd in het hoofdstuk betreffende de overdrachtsuitgaven, blijven de renovatiepremies voor de woningen op het gemeentelijk grondgebied voor een zelfde bedrag gebudgetteerd als op de begroting van het vorig dienstjaar.

De begroting 2019 houdt tevens rekening met de recente beslissingen van de Gemeentelijke overheden voor haar overdrachtsuitgaven, met name door de toepassing vanaf januari 2018 van een nieuw reglement voor hulp bij de economische herlancering van de Tennoodse handelaars, waarvan de jaarlijkse enveloppe wordt geraamd op 75.000,00 €.

Een begrotingsenveloppe van 150.000 € wordt voorzien op de gewone dienst in het kader van de tussenkomst van de Gemeente in het tekort van de Kerkfabrieken. Dit bedrag wordt geraamd op basis van de begrotingsvoorzieningen van de verschillende Kerkfabrieken waarvoor wij het tekort financieren.

Op dezelfde wijze zien wij erop toe om een goede werking te garanderen van de instellingen van onze partners waarbij wij een structureel en doeltreffend economisch en budgettair beleid voeren. De subsidies aan de instellingen en de huishoudens blijven identiek aan die van de begroting van 2018, uitgezonderd voor de volgende dossiers :

- De Muziekacademie :  
de subsidie stijgt van een uitzonderlijk bedrag van 72.590 € in 2018 naar een bedrag van 49.390 € in 2019.  
De uitzonderlijke stijging, namelijk van 23.200,00 € (aandeel 2/5de), werd gevraagd door de vzw zodat zij een provisie kan samenstellen om haar uitgaven vast te leggen met betrekking tot de pensioenen van haar ambtenaren. Er werd geen enkel later element bestudeerd in het kader van dit dossier, vandaar de sedert verschillende jaren initieel voorziene budgettering vanaf dienstjaar 2019.
- Sociaal Vastgoedagentschap van Sint-Joost-ten-Node :  
De bijkomende enveloppe van 10.000,00 € voor 2018 teneinde het dossier van het saldo te regulariseren van de subsidie van dienstjaar 2016 (20%) dat niet tijdig werd vastgelegd omwille van een materiële fout, dient niet meer in aanmerking te worden genomen.  
De initieel voorziene budgettering van 50.000 € wordt geregistreerd vanaf dienstjaar 2019.

Voor de overdrachtsuitgaven aan de Politiezone zullen we rekening houden met verschillende elementen :

- In zijn brief van 27 september 2018 vraagt het Politiecollege een deelnamebijdrage in de begroting van de Politiezone verantwoord door een groeiende stijging van 2%. Het gevraagde bedrag voor het begrotingsjaar 2019 bedraagt 12.982.607,12 €.
- De gemeentelijke begroting van dienstjaar 2018 bevat een dotatiebedrag voor de Politiezone van 12.190.749,58 €.
- De berekende toename zou dus 12.434.564,57 € moeten bedragen, vandaar een vastgesteld verschil van 548.042,55 €.
- Verder volgen we de richtlijnen vermeld in de ministeriële omzendbrief van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 juli 2018 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2019: wanneer de rekening (2017) van de Politiezone een overschot vertoont, dan zal de jaarlijkse bijdrage dienovereenkomstig worden verminderd.
- Echter, door de nota van 20 september 2018 van de Politiezone werd ons bekendgemaakt dat het Politiecollege heeft beslist om een gedeelte van het gewone overschot van de rekening 2017 (hetzij 1.922.185,25 €) terug te storten aan de Gemeenten op basis van de verdeelsleutel 60-20-20. Het punt zou worden voorgesteld op de Politieraad van oktober 2018. Het bedrag van het overschot ten gunste van onze Gemeente bedroeg 384.437,05 €.
- In functie van deze elementen, en teneinde de budgettaire omzendbrief 2019 na te leven, is de berekening van de geraamde dotatie naar de Politiezone de volgende : bedrag geregistreerd op de begroting 2018, waarvan het bedrag wordt afgetrokken van het overschot van de rekening 2017, en waarop een index van 2% wordt toegepast.
- Het bedrag van de dotatie ingeschreven op de begroting van dienstjaar 2019 ten gunste van de Politiezone bedraagt dus een enveloppe van 12.042.438,78 €

We signaleren het bedrag van 194.476,05 € in te schrijven als overdrachtsuitgaven, maar die hun tegenhanger hebben aan overdrachtsinkomsten, voor de teruggave aan de Politiezone van de subsidies voor het veiligheidscontract.

Tot slot herinneren wij eraan dat we sedert het begrotingsjaar 2016 met de Politiezone de spreiding zijn overeengekomen over 5 begrotingsjaren van het bedrag van 1.715.315,16 € met betrekking tot de teruggavedossiers voor veiligheidscontracten van vorige dienstjaren (2006 tot 2009 en 2012) ; namelijk een bedrag van 343.063,03 € per jaar.

Voor de overdrachtsuitgaven aan het OCMW zullen we rekening houden met de elementen overeengekomen met zijn overheid tijdens het Overlegcomité tussen onze Gemeente en haar OCMW op 14 augustus 2019.

De verschillende onderhandelde materies zoals de begroting 2019 van het OCMW, het financieel plan 2019-2020-2021 of nog de budgetten toegekend aan de uitgaven voor de werking, de omkadering en de uitvoering van artikelen 60 (cfr bijhorende nota en bijlage B6) bevinden zich in het Verslag van deze Overlegcommissie van 14 augustus 2019, dat werd opgenomen in het schrift met bijlagen van onze begroting van dienstjaar 2019.

We herinneren eraan dat de richtlijnen opgenomen in de ministeriële omzendbrief van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 juli 2018 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen van dienstjaar 2019 ons verzoeken om het bedrag van de gemeentelijke tussenkomst dienovereenkomstig te verlagen wanneer het OCMW een overschot zou hebben geboekt op de vorige dienstjaren.

Ter herinnering, het bedrag van de dotatie van dienstjaar 2018 ingeschreven op de begroting ten gunste van het OCMW van Sint-Joost-ten-Node bedroeg 10.562.697,14 €.

Voor de berekening van de dotatie van begrotingsjaar 2019 zullen wij rekening houden met het feit dat er geen enkele teruggave werd geregistreerd door het OCMW door het uitzonderlijke overschot geboekt op haar rekening van dienstjaar 2017, namelijk een uitzonderlijk overschot van 4.128.018,52 €.

De periodieke mandaten werden geblokkeerd vanaf de maand september 2018, met het doel om de dotatie 2018 aan het OCMW slechts te financieren voor 6.434.678,62 €.

In overleg met onze partner, en na het bestuderen van het komende resultaat aan overschot van de rekening 2018 van het OCMW, ramen wij dus dat het bedrag dat nodig is voor het OCMW om op haar beurt de begroting 2019 in evenwicht voor te stellen 9.000.000 € bedraagt.

We noteren hierbij dat het bedrag ingeschreven op de begroting 2019 voor zowel de ontvangsten als de uitgaven met betrekking tot de teruggaven van subsidies aan het OCMW 352.000,00 € bedraagt.

Tot slot noteren we tevens het bedrag voorzien in de begroting 2019 aan inkomsten en uitgaven van 43.895,33 € met betrekking tot de teruggave van de subsidie afkomstig van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aan het OCMW betreffende de hulp om migranten, daklozen, zigeuners en de zogenaamde « roma » te ondersteunen.

## 7. Schuld

bedrag : 9.723.827,39 € hetzij 10,94 % van het totaal van de gewone uitgaven

Deze laatste rubriek van de gewone gemeentelijke begroting vertoont een sterke stijging van + 1.404,453,17 € tegenover het begrotingsjaar 2018, of een evolutie van + 16,88 %.

Wat de schulduitgaven 2019 van onze Gemeente betreft, is de voorziening van de debetrenten identiek als deze in 2018, namelijk een begrotingsenveloppe van 30.000 €, teneinde overeen te stemmen met de vermoedelijke kalender van de gemeentelijke thesaurie, overeenkomstig de omzendbrief van 20 juli 2018 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2019.

Behalve de berekening van de moratoire interesten, van achterstand of gelijkaardige, die identiek werden begroot als in de vorige begroting van dienstjaar 2018, namelijk 40.000 in voorziening 2019 (in functie van de kennisname van de lopende geschillendossiers), komen de schulduitgaven in hoofdzaak van de evolutie van de leningslasten bij Belfius Bank, Fortis Bank en onlangs ING Bank (sedert eind 2017).

De veranderingen in de leningslasten worden eveneens verklaard door de evolutie van de gecumuleerde schuld bovenop het buitengewoon programma 2019, wetende dat het totaal van de buitengewone leningsuitgaven te voorzien in 2019 (59.602.126 €) hoger is dan de begrotingstoestand in het initieel dienstjaar 2018 (55.460.152 €).

Zoals voor de gemeentelijke begroting van het dienstjaar 2019, houdt de berekening van de bedragen die als schuldenlasten dienen te worden opgenomen voor de nieuwe leningen in het begrotingsontwerp 2019 slechts rekening met 2 maanden leningen.

De impact van de leningen 2019 op de gewone begroting 2019 bedraagt 133.890,50 € (berekening =  $803.343 \text{ €} / 6$ ) tegen 60.793,33 € voor de initiële gewone begroting van het dienstjaar 2018 (berekening =  $364.760 \text{ €} / 6$ ).

Ondanks de sterke stijging van de leningen zijn de investeringsuitgaven te voorzien op de buitengewone begroting van het jaar 2019 in sterke daling tegenover die van het vorig dienstjaar. Dit fenomeen kan worden verklaard door twee belangrijke punten. Het eerste is de sterke stijging van de interestvoeten voor de leningen op korte, middellange en lange termijn sedert het jaar 2019. Het tweede punt is de sterke daling van de inkomsten uit overdrachten (buitengewone subsidies) ingeschreven op de buitengewone begroting 2019 ten opzichte van de initiële begroting van dienstjaar 2018, die dus aanzet tot meer leningen om de projecten te financieren en dus tot meer inkomsten uit schulden om een evenwicht te bereiken.

De evolutietabellen van de gecumuleerde gemeentelijke schuld, opgenomen in begrotingsbijlage 2019, omvatten rechtstreeks alle dossiers met betrekking tot de bijhorende lopende leningen en lasten.

## **II. BUITENGEWONE BEGROTING**

De buitengewone begroting 2019 vertoont een schuldontvangst (leningen dus) van 59.602.126 € (tegenover 55.460.152 € voor de initiële buitengewone begroting van dienstjaar 2018).

Het Gewest herinnert ons er jaarlijks aan dat enerzijds de lasten van de nieuwe leningen dienen te worden beperkt tot het volume van de terugbetalingen aan kapitaal in de loop van het dienstjaar teneinde het totale gewicht van de schuld te stabiliseren, en dat anderzijds de vermindering van de schuldenlast van de plaatselijke besturen bijdraagt tot de realisatie van het Convergentieprogramma van de Belgische Staat en dat bijgevolg een reële beheersing van de gemeentelijke schuld gevraagd wordt.

In totaal voorziet de buitengewone gemeentelijke begroting van dienstjaar 2019 een bedrag van 79.461.006 € aan investeringen (tegen 86.150.393 € voor de initiële buitengewone begroting van dienstjaar 2018).

De aanvragende departementen verantwoorden de stijging van de voorzieningen aan investeringsuitgaven 2019 door de overname van bepaalde voorzieningen 2018 die niet zouden worden gerealiseerd tegen 31 december 2018, met name door verschillende verzwaarde en resterende procedures die nog moeten tot stand komen inzake overheidsopdrachten, of nog door het laattijdige vervallen van afleveringen van diverse stedenbouwkundige vergunningen voor de betreffende dossiers, of door de laatste begrotingswijzigingen van dienstjaar 2018, voorgesteld op de gemeenteraad van de maand oktober 2018 maar nooit gestemd wegens gebrek aan quorum.

Het totale bedrag van de subsidies en andere inbreng bedraagt 20.768.880 € in het ontwerp van buitengewone begroting 2019, tegenover 31.355.018 € voor de initiële buitengewone begroting van dienstjaar 2018, hetgeen een gedeelte van de toename van investeringsuitgaven zou kunnen verklaren voor 2019.

Daarnaast voorziet het ontwerp van buitengewone begroting 2019 een geheel van uitzonderlijke inkomsten in verband met de verkoop van een gemeentelijk gebouw gelegen Middaglijnstraat 29 (Vrederecht) voor een bedrag geraamd op 1.000.000 €.

Het volledige bedrag van « zuivere » inkomsten bedraagt dus 1.000.000 €.

Teneinde de buitengewone gemeentelijke begroting 2019 in evenwicht te houden op het eigen dienstjaar, bestemmen wij dit bedrag in een buitengewoon reservefonds.

Tot slot bereikt het buitengewoon algemeen resultaat in de gecumuleerde dienstjaren een nul resultaat.

## INKOMSTEN

De buitengewone inkomstenbegroting 2019 wordt verdeeld als volgt :

1° subsidies voor een bedrag van 20.768.880 € (driejarenplan, diverse contracten met de hogere overheden en andere);

2° leenformule voor een bedrag van 59.602.126 € ;

3° uitzonderlijke « zuivere » inkomsten voor 1.000.000 €.

## UITGAVEN

Wij voorzien voor het dienstjaar 2019 een totaal bedrag van 80.371.006 € voor buitengewone uitgaven, waarvan een totaal aan investeringsuitgaven van 79.461.006 €, een totaal aan transferuitgaven van 910.000 €.

## III. BEGROTINGSBIJLAGEN

Overeenkomstig de ministeriële omzendbrief van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 juli 2018 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen van het dienstjaar 2019 alsook haar aanvulling van omzendbrief door haar gewestelijke nota van 09 augustus 2018 nodigen wij u uit de bijlagen te raadplegen bij de gemeentelijke begroting van het dienstjaar 2019, alsook de technische oriëntatienota 2019-2020-2021 en bijlagen, de oriëntatienota van de fundamentele beleidslijnen 2019-2020-2021 en de oriëntatienota betreffende de evolutie van het personeel en bijlagen.

\*\*\*\*\*

De wnd. Adviseur van de Dienst Financiën,

Abderahim GHARBI

